

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 13 DÉCEMBRE  
N° 325 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942

♦ ♦

## APPRENANT SON LICENCIEMENT UN OUVRIER SE SUICIDE

Giscard hier remettait à quarante travailleurs la médaille du « meilleur ouvrier de France » avant de recevoir la cravate d'honneur du même titre et de prononcer un discours à l'éloge du « travail manuel ».

Encore une farce giscardienne, mais plus sinistre et plus révoltante que les autres. Deux ans qu'il parle de revalorisation du travail manuel : en deux ans, le chômage a plus que doublé, les conditions de travail se sont dégradées, des milliers d'ouvriers sont morts au travail. C'est ainsi que le pouvoir « revalorise » le travail manuel.

Jean Fabbri, 42 ans, n'a pas reçu la médaille du meilleur ouvrier de France. Il n'avait pas été désigné. Son nom était sur une autre liste : celle des licenciements des ARCT de Roanne. Il était monteur extérieur de cette entreprise. Il n'a pas supporté d'être licencié, il s'est suicidé.

S. L.

CHANTIERS NAVALS DE ST NAZAIRE

Contre l'évacuation, samedi

## 5000 TRAVAILLEURS RIPOSTENT la lutte continue



Pour la reconstruction de l'accord d'entreprise garantissant le 13<sup>e</sup> mois, le bénéfice de nombreuses primes et avantages, l'alignement de leurs salaires sur ceux de la Métallurgie parisienne, les onze mille ouvriers des Chantiers Navals de Saint-Nazaire entament leur seconde semaine de lutte.

Après le lock-out, la direction a tenté samedi une seconde manœuvre. Un huissier a été envoyé par elle pour constater l'occupation du navire « Bellamy », huissier qui a lancé une sommation aux travailleurs, leur ordonnant d'évacuer le navire pour samedi, à 20 heures, sous peine d'évacuation, « y compris par les forces de l'ordre ». Face à cette attaque, les travailleurs ont alors riposté massivement : parcourant les rues de Saint-Nazaire, ils ont appelé la population et les travailleurs des Chantiers à venir s'y opposer. A 20 heures, les travailleurs de Saint-Nazaire affluant de partout, se sont massés devant les grilles du chantier. Le préfet de région des pays de Loire a alors annulé la décision. C'est un premier recul important !

avoir lieu de matin, vers 6 h comme ils ont fait au Parisien Libéré. (Les travailleurs du Parisien Libéré sont d'ailleurs venus à la journée « portes ouvertes » hier apporter leur soutien).

NON A L'EXPULSION !  
NON A LA REMISE EN CAUSE  
DES AVANTAGES ACQUIS !

Alors qu'hier après-midi et avant-hier, les deux journées « portes ouvertes » ont connu un important succès (5 000 à 10 000 personnes venant de toute la région), l'inter-syndicale devait se réunir hier dans la soirée pour faire le point de la situation et prendre de nouvelles initiatives. La vigilance s'impose ! La décision du Préfet de région est claire : suspendre la décision d'évacuation... jusqu'à ce matin. Ce qui veut dire, nous disait clairement un travailleur des chantiers, hier soir « qu'une menace d'expulsion peut très bien

PLAN  
BARRE

Difficultés  
d'application

L'auteur  
menace

« S'il était nécessaire de limiter davantage la progression du pouvoir d'achat, je crois que les Français devraient l'accepter. Si nous ne prenons pas tout de suite les mesures qui ont été proposées par le gouvernement, tôt ou tard, compte tenu de la situation de la balance des paiements, c'est l'amputation du pouvoir d'achat qui s'imposera » (Barre à RTL).

Il ne lui suffisait pas que le salaire réel soit en baisse : son plan consiste à le faire baisser encore plus l'an prochain. Et il trouve le moyen de menacer d'une politique encore pire que ce plan lui-même.

Ce premier ministre n'a décidément aucune honte dans la présentation de ses projets anti-populaires. Il reste que cette menace n'est pas agitée par hasard : au moment où les électriciens et gaziers vont entrer en grève cette semaine, tandis que la classe ouvrière cherche la voie et la riposte appropriée, et que le patronat continue à hésiter, Barre montre les dents : c'est qu'il a peur !

GISCARDIENS :  
EN GUERRE CONTRE  
LE RASSEMBLEMENT  
DE CHIRAC

Voir p. 3

JEUNESSE  
RÉVISIONNISTE :

Miroir grossissant  
des contradictions  
du PCF

Voir p. 3

ETUDIANTS IRANIENS

La thèse de  
l'accusation  
s'effondre

Libération  
immédiate d'Oskoui  
et Takbiri !

Thierry Mignon, l'un des avocats de Oskoui et Takbiri a rendu compte, samedi soir, devant les Iraniens grévistes de la faim, de l'audience de la chambre d'accusation. Les juges ont décidé de renvoyer leur décision à huitaine. Pour Oskoui et Takbiri, c'est donc le maintien en détention une semaine de plus, néanmoins, Maître Mignon a estimé qu'il y avait désormais tout lieu d'être optimiste car l'appareil judiciaire amorçait une reculade, au bout de laquelle Oskoui et Takbiri seraient remis en liberté.

Suite p. 6

TOUT EN VOULANT  
CONTINUER SON PILLAGE  
L'URSS INSTAURE  
SA PROPRE ZONE  
MARITIME DE  
200 MILLES

En instaurant une zone de pêche exclusive à 200 milles de ses côtes, l'URSS prévoit de très fortes amendes et la saisie des navires pour sanctionner les contrevenants. Alors que ces dernières années, ce sont des chalutiers et des navires de guerre soviétiques qui, de la Norvège au Japon, de la Bretagne à l'Océan Indien, ont pillé les zones de pêche et violé les eaux territoriales de très nombreux pays, cette décision peut sembler surprenante.

En reprenant à son compte une décision prise par de nombreux pays du Tiers-Monde, le social-impérialisme veut s'adapter à la situation actuelle et se servir de cette mesure pour continuer sa politique de pillage dans les mers.

Voir p. 9

## ENQUÊTE

## SEMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

## la semaine des pollueurs

La deuxième semaine internationale de l'environnement vient de s'achever au Palais des Expositions à la porte de Versailles. Elle combinait deux manifestations : les Assises internationales de l'Environnement, vaste exposition de techniques et de matériels antipollution. Ces initiatives, auxquelles le gouvernement a voulu donner une certaine ampleur, montrent une certaine évolution au plan idéologique des thèses de la bourgeoisie.



Il y a des produits de valeur dans vos eaux résiduaires. Alfa-Laval vous invite à les récupérer.

#### «POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET NOUVELLE CROISSANCE»

Les temps ont changé, de cela une majorité d'industriels sont conscients aujourd'hui. Il ne leur est guère possible en effet de limiter le combat de classes dans l'entreprise aux revendications salariales. Depuis quelques années, l'appropriation par la classe ouvrière de la lutte sur les conditions de travail, pour la sécurité et contre les nuisances industrielles, devient de plus en plus massive. Les premières réponses aux questions posées par les travailleurs au sujet des conséquences sur leur santé de la pollution commencent à être apportées par de nombreux militants et scientifiques. De nombreuses luttes, actions et enquêtes sont engagées.

Tout cela désormais, le capital monopoleur est obligé d'en tenir compte. Il est contraint de mieux expliquer ses choix industriels, de rénover sa façade de pollueur : il se doit d'élaborer une politique et une attitude communes de sa classe face à ces difficultés.

#### NOUVEAUX PROBLEMES NOUVEAUX PROFITS

Cette nouvelle politique capitaliste, le ministre de la qualité de la vie s'emploie activement à l'élaborer en liaison avec les grands trusts. Partant du fait qu'il ne sera bientôt plus possible de polluer comme avant (compte-tenu de l'avancée du mouvement de masse), le capitalisme fait ses comptes et ses budgets prévisionnels. Dans le discours introductif aux assises, les responsables

gouvernementaux font le bilan des gaspillages dus «à la non protection de l'environnement» : dépenses engagées par les villes pour épurer les eaux qu'elles prélèvent dans les rivières polluées par les industriels situés en amont ; dépenses de l'État et des collectivités qui financent la création de piscines, faute de pouvoir utiliser les cours d'eau à cet effet ; dépenses de Sécurité Sociale dues à la multiplication des maladies causées par les nuisances : développement des achats de drogues psychotropes ; dépenses d'énergie dues à la migration automobile des habitants des grandes villes qui recherchent l'air pur, l'espace et le calme. Le rapport ministériel conclut sur ce point : «La non protection de l'environnement coûte à la collectivité des sommes considérables de temps, d'énergie, de matériel, d'investissement». Il insiste pour

que soient pris en compte les coûts des retombées d'ordre social ou psychologique de la pollution : «A la limite, il faudrait pouvoir répondre à la question : quelle est la valeur d'un coucher de soleil?»...

En dehors de ces économies possibles, les firmes escomptent d'autres avantages de cette prise en compte forcée de l'environnement.

«Une nouvelle industrie ajoutée, celle des industries de l'environnement (qui représente moins de 1% de l'activité industrielle) va croître sensiblement dans l'avenir. Il sera intéressant de suivre ses progrès et de l'aider à se développer».

Mais sur ces conclusions, tous les capitalistes sont loin d'être d'accord. Si un certain nombre de monopoles (PUK, Saint-Gobain) trouvent avantage grâce à la mise en place d'une branche antipollution, il n'en va pas de même pour les moyennes entreprises où les difficultés d'investissement sont considérables. Même les marchands d'anti-pollution n'engagent pas les dépenses nécessaires dans les usines des autres branches, considérant ces dépenses comme peu rentables.

La législation anti-pollution, les équipements qui en découlent sont l'objet de vives contestations au sein même de la bourgeoisie, en même temps que s'aiguise la bataille des marchés.

#### UNE VASTE CAMPAGNE D'EXPLICATION

La «semaine de l'environnement», c'est aussi une vaste tribune d'explication destinée à faire passer l'idée «ils s'occupent quand même de l'environnement». Car là est bien le principal, dans l'inquiétude qui ronge la

## LE SALON DES PATRONS

Le salon de l'environnement n'a représenté en rien un «événement populaire» à la différence de toute une série d'autres salons (agriculture, auto, enfance...). Pour l'essentiel, le public était constitué de cadres, d'industriels, d'ingénieurs, de membres d'associations «respectables» dissertant sur l'environnement. Certes, on pouvait voir tel ou tel groupe d'étudiants en horticulture ou en environnement, tel syndicaliste venir voir comment son patron présente «la boîte» au grand public. Dans l'ensemble, ce salon est resté très «cravaté». Dans les salles réservées, à l'intérieur du salon, se tenaient les Assises Internationales de l'Environnement où quelques centaines de dirigeants industriels et de spécialistes échangeaient leurs propos, et ce pour la modeste somme de 500 F par jour de frais de participation (une bonne façon d'écartier les «généralistes»).

Le «train de l'environnement» de Saint Gobain Pont-à-Mousson a retenu l'attention du public : un vrai train, où toutes les techniques anti-pollution de Saint Gobain étaient exposées sur le thème «vivre mieux». Différents traite-

ments de déchets, compacteurs, aspirateurs de fumée étaient proposés dans les différents stands. Les discussions qui s'échangent, portent plus sur le moyen de se délivrer des déchets encombrants que sur la toxicité éventuelle des nouveaux composés ainsi obtenus.

Le programme des Assises était particulièrement «alléchant» : forums sur la pollution urbaine sur la pollution des eaux industrielles, sur les bruits industriels, sur la santé et l'environnement...

Bien qu'un certain nombre de données intéressantes aient été discutées, ce qui a frappé dans l'ensemble, c'est le caractère trop souvent superficiel des débats, l'aspect «bâclé» d'exposés scientifiques trop rapides. Au total, l'impression qu'on a voulu «toucher à tout» sans rien vraiment approfondir. L'insistance permanente à exagérer les efforts faits par le gouvernement, la minimisation des méfaits des trusts, le caractère fermé des débats, réservés à une «élite» montrent la place toute limitée que la bourgeoisie accorde à ces questions et son mépris persistant pour la santé de la population.

### «TABLE RONDE «ALIMENTATION ET SANTÉ»

## LES DANGERS DES NITRITES

À la table ronde «Alimentation et Santé», présidée par le professeur Gounelle de Pontanelle, hygiéniste alimentaire, le problème des nitrates a été évoqué. L'utilisation massive des nitrates comme engrais en agriculture augmente la teneur des aliments en nitrates. Or, dans l'organisme, sous l'effet de bactéries, ces nitrates se transforment en nitrites et en se combinant avec des amines, donnent des nitrosamines.

Le pouvoir cancérigène de ces nitrosamines est désormais établi : ils peuvent être responsables de cancers de l'estomac ou menacer le fœtus en traversant la barrière placentaire. De nombreux légumes sont riches en

nitrites : les carottes, les choux, les épinards. Les nitrites sont utilisés abondamment dans l'alimentation comme additifs. On en retrouve dans la charcuterie, les plats cuisinés. Les nitrites sont utilisés pour donner une «belle couleur» à la viande.

D'autre part, les moteurs diesels laissent échapper tous les jours des quantités considérables de nitrosamines cancérigènes. En RFA, il a été calculé que la pluie ramène au sol un million de tonnes par an de dérivés nitrés !

«Il n'est pas possible de faire des nitrates et des nitrites deux problèmes distincts car tout nitrate est un nitrite en puissance». À côté

de ces dénonciations, on retrouve le vocabulaire courant de nos hygiénistes officiels : «Il faut tout de même éviter d'ameuter la population, car il faut que l'individu se vête, se nourisse» (sic) ou «On peut faire confiance au service des fraudes pour protéger notre santé»...

Autre révélation de ces Assises : le professeur Lafontaine a confirmé nos soupçons au sujet de l'utilisation de rayonnements ionisants pour la conservation des aliments. Selon lui, des doses de trois à cinq millions de rad seraient utilisées pour stériliser les légumes secs, entraînant donc de graves dangers de mutations génétiques.

Pour tenter de briser l'offensive des «associations de défense», Ansker se propose de les faire participer localement à des Commissions Administratives. Mais il annonce tout de suite les bornes à ne pas dépasser : «Reconnaître des droits aux associations est une voie difficile mais démocratique. Cette voie ne doit pas aboutir au blocage systématique ni au renchérissement insupportable de certains projets !

Au total, la deuxième semaine de l'environnement est celle d'un capitalisme aux abois : poussé par la lutte de classes, manœuvrant «dans un mouchoir» vu ses difficultés économiques, suscitant la révolte des masses et la méfiance jusque dans ses rangs, il cherche à prévoir l'avenir immédiat. Mais, le moins que l'on puisse dire, c'est que ces Assises, décevantes, ne susciteront ni l'enthousiasme ni la confiance.

Entretien avec P. PUJOL

## POLITIQUE

GISCARDIENS :  
EN GUERRE CONTRE  
LE RASSEMBLEMENT  
DE CHIRAC

Voici une semaine, lors de la constitution de son «rassemblement», Chirac avait fait le choix de calmer provisoirement les contradictions internes à la majorité, en laissant toutefois entendre clairement qu'il s'apprêtait à affronter les formations giscardiennes lors des élections de 78. Cette attitude s'était confirmée à l'assemblée nationale lors du vote des pouvoirs budgétaires du parlement européen : toutes les déclarations «fermes» des députés RPR sur la souveraineté nationale avaient débouché sur un vote quasi unanime par la «majorité».

Ce dimanche, les giscardiens semblent au contraire avoir choisi pour tactique de forcer les chiraquiens dans leurs tranchements. Le chef de file lui-même, le président de la république, est entré dans l'arène. C'était à l'occasion des remises de médailles aux «meilleurs ouvriers de France» : s'attaquant à «l'importance donnée actuellement au débat politique, étalé largement et complaisamment», Giscard a qualifié cette attitude de «dérégulation, refus de regarder les problèmes en face», accusant ceux qui s'y livrent de «se boucher les yeux», affirmant que les seuls problèmes réels pour 77 étaient «le franc, l'emploi et la croissance».

D'un côté, Giscard mettait ainsi l'accent sur les questions économiques, dans une nouvelle tentative, semblable à celle déjà faite à Strasbourg, pour mobiliser les forces de la bourgeoisie autour des projets de restructuration du plan Barre. De l'autre côté, au congrès des jeunes giscardiens, une pléiade de ministres et au-

**A l'intérieur même du parti du président de la république, des bruits circulent cependant sur GSL, qui a prétendu avoir 3 000 délégués à son congrès et qui, dit-on, n'aurait même pas autant d'adhérents.**

tres personnalités politiques non RPR de la majorité menaient l'attaque contre le rassemblement de dimanche dernier : «rassemblement de l'immobilisme», proclamait samedi Servan Schreiber, relayé dimanche par Ponia-towski qui s'en est pris à «ceux qui préfèrent l'immobilisme et le conservatisme aux idées de progrès du président», et leur reprochant de «dénigrer l'action» de ce dernier. Barre lui-même a tenu à indiquer que «le gouvernement ne cédera aux pressions d'aucun parti, quel qu'il soit».

Tous, jusqu'à d'Ornano, interrogé dimanche soir au club de la presse, ont posé le problème du «retour aux mœurs de la quatrième république», par le rôle plus important que le RPR veut redonner au parlement, où il est le plus fort et compte le rester, aux dépens du président de la république. Les jeunes giscardiens de «génération sociale et libérale» ont, sur cette base, hué et sifflé le nom de Chirac.

Ainsi, la polémique, quelque peu atténuée la semaine dernière, se trouve relancée au sein de la «majorité». De plus en plus, l'équipe giscardienne court de tous côtés en vue de colmater les brèches, ne sachant trop quelle tactique adopter pour ressouder l'unité de la bourgeoisie autour de son projet.

## Giscard à la semaine du travail manuel

MEPRIS DES OUVRIERS  
ET REPONSE A CHIRAC

«La difficulté de la France est une difficulté objective. Je suis tenté de faire la comparaison suivante : les enfants quand ils ont mal au doigt vous le tendent. «Soufflez sur mon doigt, et ma douleur guérira», disent-ils. Les enfants de la comparaison giscardienne sont les travailleurs ! Décidément, la démagogie de Stoléro ne parvient pas à cacher le

mépris des travailleurs de son maître. D'ailleurs, toute la mise en scène de cette remise des médailles de «meilleur ouvrier de France» était marquée du même mépris. Que penser de cette vitrine où un mannequin en robe du soir montre de ses doigts aux ongles bien faits des pièces de machine-outil, et cela dans le stand «travailleurs immigrés» ?

En fait d'ouvriers, étaient représentés, à la fois dans les stands de l'exposition et parmi les lauréats du «meilleur ouvrier de France» une bien plus grande proportion d'artisans très spécialisés que d'ouvriers de l'industrie. Si ceux-ci étaient présents, ils ont du bien vite fuit devant la masse de dames en fourrures de luxe, de flics et de gros bras du service d'ordre giscardien. Service d'ordre particulièrement nerveux, n'hésitant pas à faire le coup de poing à plusieurs reprises lorsque Giscard se déplaçait d'un stand à un autre poursuivant sa «visite sans pompe et en toute simplicité».



C'était pendant le discours de Giscard. Au milieu de chaises vides, un gros bras du service d'ordre s'instruit...

A l'évidence, l'opération Giscard s'adressait bien plus à la majorité, à Chirac en particulier, qu'aux travailleurs. Il y a bien eu un petit couplet sur le travail posté, avec la promesse que dorénavant, les ouvriers travaillant en continu «auraient au moins vingt samedis de libre par année», et que «il ne sera plus construit d'installations industrielles, sauf nécessité justifiée, où les samedis de nuit sont obli-

D'une semaine  
à l'autre  
ÇA, C'ETAIT POUR  
CHIRAC...

«Seule la réforme peut économiser la révolution» (par révolution, il faut entendre l'union de la gauche maintenue).

Il y a une semaine, au même endroit, Chirac clamait : «Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous sommes contre les réformes» !

Giscard : «Le vrai combat n'est pas celui de notre querelle» (applaudissements et sourires entendus dans le service d'ordre)

Chirac : «La vraie menace est en face de nous»

Giscard : «Le vrai défi, c'est celui de la capacité économique de la France»

Chirac : «La vraie menace contre nos institutions, elle est dans le programme socialo-communiste qui porte en germe la destruction de notre régime»

Giscard : C'est à cela (aux «vérités» ci-dessus précédemment) que doit veiller le président de la république, seul élu national des Français» (maigres applaudissements). Il poursuit : «C'est à ces vrais problèmes et à eux seuls que j'ai choisi de me consacrer».

Chirac concluait, lui, par : «C'est au peuple de France que je m'adresse...»

Mais bien sûr, aucun des deux n'a parlé de l'autre !

gatoires». Personne n'a applaudi dans la salle, car personne ne savait ce qu'est le travail posté. Et Giscard d'ajouter «Pour ceux qui continueront, il faudra s'assurer qu'ils aient un meilleur repos, donc une meilleure isolation des bruits, et aussi qu'ils aient la possibilité d'assister aux émissions de télévision à grande écoute». La démagogie vole bas. L'essentiel du discours visait à présenter le président comme hors de la mêlée actuelle dans la majorité, et, de fait à se défendre vis à vis de Chirac. La très maigre assistance, l'absence presque totale d'applaudissements malgré la claquerie des déclarations n'auront guère été convaincants à cet égard.

Et même parmi les «MOF» pourtant bien triés, certains avaient le sentiment d'avoir assisté à une mascarade. «Les discours sur le travail manuel, on en a déjà entendus. Mais les mesures pratiques, on les attend toujours», dit un tailleur de pierre en vérifiant que personne n'écoute autour. Une jeune ouvrière d'une boîte

de confection de luxe n'ose même pas dire son salaire. Elle parle de ses copines du CET qui n'ont pas eu la chance de se faire embaucher à leur qualification, et qui se retrouvent OS à la Thomson «où on aime bien les doigts agiles». Mais il n'y avait pas d'OS à la semaine du travail manuel...

Eric BREHAT

A propos du plan Barre  
ON NE LUI FAIT PAS DIRE

«Certains parmi vous, et demain d'autres parmi les travailleurs manuels, ne comprennent pas que des prix bloqués continuent à monter, qu'avec un premier ministre qualifié de meilleur économiste de France l'inflation continue...»

L'explication, tous les travailleurs, tous les sportifs la connaissent : un effort doit être prolongé pour réussir.

Quand on ne sait plus quoi dire, que dit-on d'autre que «il faut continuer» ?

## Pour la JC

## IL N'Y A PLUS DE BOURGEOISIE

Dans son discours de clôture du congrès des jeunes révisionnistes, Catala, qui a été réélu secrétaire général, s'en est pris violemment au congrès des jeunes giscardiens, se taillant ainsi un succès facile. Cependant, ce passage même de son discours était significatif de la «nouvelle orientation» de la JC : il caractérisait l'équipe au pouvoir comme «des momies réactionnaires, cramponnées aux privilèges d'une caste». Caste ou classe ? Ce terme a fait l'objet d'un débat à propos de la résolution adoptée ; le mot retenu finalement étant celui de caste. On voit la filiation avec l'abandon avoué de la dictature du prolétariat par le XXII<sup>e</sup> congrès du PCF.

Ainsi, la JC dit tout haut ce que le PCF pense très fort : que l'objectif n'est pas

de renverser la bourgeoisie, mais de remplacer certaines de ses composantes par d'autres, d'avancer vers un projet de capitalisme d'Etat. Les implications politiques de ce projet dans l'activité quotidienne des jeunes révisionnistes posent cependant une série de problèmes, dont la tribune de discussion préalable au congrès extraordinaire a révélé quelques aspects.

Sous le titre : «Il n'est pire danger que l'impatience», une lettre commence en faisant état de nombreuses questions des jeunes : «Pourquoi attendre 1978 pour faire des élections ? Le gouvernement est minoritaire dans le pays ; il faut qu'il s'en aille, il faut le contraindre à organiser des élections immédiatement». Réduite, par le cadre révisionniste qui écrit, à son aspect électoral, cette interrogation sur «at-

tendre ou non 78» est un des grands soucis qu'ont à se faire les dirigeants de la JC : en témoigne une autre lettre qui s'attache à démontrer que «ce n'est pas une voie attentiste».

Un étudiant en sciences économiques estime pour sa part : «Des étudiants jusqu'aux ouvriers, en passant par les cadres, les magistrats, les paysans, les artistes, les PME... toutes les catégories de la population sont atteintes par la crise. Seule une infime minorité en profite aux dépens de l'immense majorité (...). Toutes les catégories sociales ont intérêts au changement».

Traitant du fonctionnement de l'organisation, un JC de Nantes écrit qu'il faut éviter «des situations similaires à celles de l'an passé : remise de cartes qui traîne en longueur pour aboutir à plus de cent cartes non

## Elections législatives

## Réforme envisagée

On sait que le «scrutin uninominal à 2 tours» défavorise le PCF ; mais il

en est de même pour les centristes.

Aussi, dit-on que Giscard envisagerait de recourir à un changement dans ce domaine et d'introduire un vote plus «proportionnel». Le résultat serait double : d'une part, de permettre l'élection d'un plus grand nombre de députés «du centre» ; d'autre part, d'autoriser le parti socialiste à recueillir les fruits de sa montée électorale sans que ses députés doivent leur élection au report des voix du PCF. Mais, en même temps, ce mode de scrutin entraînerait nécessairement un plus grand nombre de députés du PCF au parlement élu en 78. Ce qui met en cause le deuxième volet de l'opération.

Enfin, il faudrait être certain de trouver pour ce changement de la constitution une majorité des deux tiers dans une réunion commune de l'Assemblée Nationale, et du sénat. Toutes raisons qui feront certainement hésiter Giscard avant de se lancer dans une pareille mesure, qu'il avait déjà évoquée au moment de son élection. Cette éventualité reste en tout cas une pression qui peut-être utilisée contre le rassemblement de Chirac.

## LUTTES OUVRIÈRES

PAS DE CALAIS : FERMETURES LICENCIEMENTS...

non a la liquidation  
du bassin minier !

«On doit gagner, pour nous et pour tous les ouvriers de la région, qui luttent pour le maintien de leur emploi», disent les ouvrières de la CIP qui occupent leur usine depuis dix-huit mois.

A l'heure où Giscard réunit un Conseil des ministres sur l'emploi des jeunes et des cadres, où les problèmes des premiers ne servent que de faire valoir aux mesures prises pour les seconds, pour s'assurer leurs voix aux prochaines élections, à l'heure où les patrons d'Usinor confirment la fermeture de Trith (deux mille emplois supprimés dans le Valenciennais) dans l'ouest du bassin minier, de Auchel à Lens, trois usines sont occupées par les ouvriers depuis des mois. La CIP (textile confection), occupée depuis le 18 juillet 1975 contre sept cents licenciements, Altec-Sopitec, usine de plastique, depuis le douze juin 1976, contre trois cent vingt licenciements, Batimétal, usine de charpentes métalliques, depuis le 22 septembre 1976, contre cent quarante huit licenciements.

VERS LA LIQUIDATION  
TOTALE DU  
BASSIN MINIER

Il y a trente sept mille chômeurs dans le Pas de



Non aux 35 000 suppressions d'emploi d'ici 1980 !

Calais, dont 60 % de jeunes, sept mille sept cents demandeurs d'emplois dans la région de Lens, dont quatre mille deux cents femmes.

Aujourd'hui, le puits

13/18 d'Hulluch ferme. Des bruits sérieux courent : d'ici deux ans les trois puits de l'UP de Lens cesseraient leur activité ; d'ici 1983-1985, avec la fermeture de tout le bassin du Nord Pas de

Calais, ce sont trente cinq mille emplois qui seront supprimés dans les mines.

L'industrie chimique liée aux Houillères est elle-aussi menacée. L'usine CDS-Chimie de Douvrin-Mazingarbe

qui fabrique des engrais et emplois quatre cent cinquante travailleurs est menacée de fermeture.

L'Ouest du bassin minier, une région déjà pauvre en emplois féminins (puisque les filles de mineurs vont travailler dans le textile à Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières) voit disparaître les derniers emplois sur place avec la liquidation des petites usines de confection du Pas de Calais : à Liévin, Intiffl, Linflor, (soixante deux licenciements dont treize délégués sur dix-sept), Boutilliers, à Carvin (quarante sept licenciements en octobre) ; le 31 décembre, avec le dépôt de bilan, les cent quarante ouvriers seront au chômage.

Et quelques usines de la soi-disant reconversion, ins-

tallées sur le carreau des fosses, abandonnées par les Houillères, n'ont vécu que le temps nécessaire aux patrons pour toucher les primes de créations d'emplois et ne pas payer d'impôts pendant cinq ans : Altec-Sopitec, implantée en 68 ferme huit ans après ; Batimétal ferme après cinq ans d'activité ; Sitap-Sicopal, à Noeux-les-Mines verra six cent trente huit emplois supprimés au printemps 1977.

Le seul secteur en expansion relative dans la région, c'est l'automobile. Aussi, l'ANPE menace de supprimer les 90 % aux ouvriers de Batimétal parce qu'ils refusent d'abandonner la lutte, c'est-à-dire d'aller travailler à Renault Douai, à quatre-vingt kilomètres d'Auchel. Mais la Française de Mécanique, à Douvrin, usine Renault-Peugeot, réduira à partir du 15 décembre l'embauche de cent cinquante ouvriers par mois à quatre-vingt-dix. A la CIP, on lutte depuis cinq cents jours !

cip vivra  
cip vaincra!

Les ouvrières de la CIP et le comité de soutien invitent les habitants et travailleurs de Calonne-Liévin et environs à venir aux trois jours de popularisation qui se tiendront à l'ancienne coopérative, rue du Temple, à Calonne. Le mercredi 15 décembre, de 10 h 30 à 13 h : les ouvrières de la CIP échangeront leur production (pyjamas, chemises) et présenteront des panneaux expliquant leur conflit. Le jeudi 16 décembre, de 15 heures à 17 heures, les ouvrières de la CIP présenteront le déroulement de leur lutte et discuteront avec les participants. Le débat sera suivi d'un échange de productions. Le vendredi 17 à 19 heures aura lieu une exposition et un débat concernant l'ensemble des chômeurs et la lutte pour l'emploi.

Haut dans le ciel brumeux, un immense drapeau rouge frappé du sigle CFDT, une banderole rouge : «CIP vivra, CIP vaincra» qui recouvre entièrement les grilles de l'usine : à Haisnes, cent vingt huit filles continuent à occuper leur usine depuis plus de cinq cents jours, jour et nuit, dimanches et fêtes, pour défendre leur emploi.

Une longue tradition de lutte pour l'emploi. Déjà, en 1973, elles avaient fait échec à un plan de licenciement de leur ancien patron, Bailleul.

Depuis dix-huit mois, elles ont cherché à résoudre toutes les difficultés que rencontrent des femmes qui occupent leur usine, veulent populariser leur lutte, et qui s'interrogent sur les moyens à mettre en œuvre pour gagner : équipes d'occupation, équipes de popularisation, comité de grève, assemblées générales, participation à toutes les rencontres nationales d'usines en

lutte, deux tours de France, la remise en route de la production, la lutte constante pour le maintien des 90 % que tous les trois mois les ASSÉDIC voulaient supprimer.

Aujourd'hui, depuis la suppression des 90 % en novembre, certaines reçoivent l'aide publique : 11,07 francs par jour, et la plupart rien du tout.

La mise en application du plan Barre, l'augmentation du chômage sur la région, la longueur du conflit, la suppression des 90 %, les échecs successifs dans la recherche «d'une solution industrielle» (la recherche d'un patron), les mènent à radicaliser leur lutte et à chercher des moyens nouveaux pour vaincre. Jusqu'ici, elles ne produisaient et vendaient que pour entretenir l'usine et payer les dépenses occasionnées par l'occupation : depuis novembre, elles ont remis les

chaînes en route et commencent à se payer sur les ventes.

Elles ont fait appel à la constitution d'un comité de soutien qui puisse faire des propositions nouvelles, le pouvoir de décision appartenant toujours à l'assemblée des ouvrières. Elles ont

conscience de la nécessité d'étendre la popularisation sur la région, et aussi de briser l'isolement relatif dans lequel elles sont. Les rencontres avec les autres usines en lutte sont en effet épisodiques et ne donnent pas lieu à un véritable débat sur les perspectives, sur les obstacles à la lutte.



500 jours de lutte pour l'emploi

## COMMUNIQUE :

Les ouvrières de la CIP et le comité de soutien invitent les habitants et travailleurs de Calonne-Liévin et environs à venir aux trois jours de popularisation qui se tiendront à l'ancienne coopérative, rue du Temple, à Calonne. Le mercredi 15 décembre, de 10 H 30 à 13 H : les ouvrières de la CIP échangeront leur production (pyjamas, chemises) et présenteront des panneaux expliquant leur conflit. Le jeudi 16 décembre, de 15 H à 17 H : les ouvrières de la CIP présenteront le déroulement de leur lutte et discuteront avec les participants. Le débat sera suivi d'un échange de production. Le vendredi 17 à 19 H, aura lieu une exposition et un débat concernant l'ensemble des chômeurs et la lutte pour l'emploi.

Le PS : attendons...  
Le PCF : un langage  
de lutte... des actes  
qui démobilisent

Le poids des idées fausses reprises et développées par le PCF et le PS pèse sur la classe ouvrière de la région. Voir d'où viennent ces idées fausses, qui les développe et quels projets politiques elles servent est une condition indispensable à la victoire de ces luttes. Pour le Parti Socialiste il s'agit d'attendre et de venir les élections. Le PCF quant à lui tient un langage de luttes... et multiplie les actes qui démobilisent.

Le Parti Socialiste, pendant la période où il prétendait s'implanter dans les usines, en 1975, a essayé de faire de la lutte de CIP sa lutte : présence constante des militants du PS dans l'usine, distributions massives de tracts, interventions constantes des maires, y compris de Mauroy. Depuis que le PS se prépare à gouverner avec Giscard, il est absent de toutes les luttes, sous prétexte de «laisser l'initiative aux travailleurs» (Méllick, conseiller régional PS, octobre 1976). De plus, le PS concentre tous ses efforts dans ses exigences électorales : à Béthune, Lens, Liévin, Bruay, Lille, il refuse en fait de briser ses alliances à droite. Et quand la lutte le gêne dans ses projets, comme la grève des bus Weestel qui paralysait les transports urbains à Lens, municipalité PS, il s'oppose alors ouvertement aux ouvriers.

Quant au PCF, directement ou par l'intermédiaire des unions locales CGT ou de l'UD, il organise constamment la démobilisation. Il entretient constamment chez les ouvriers de Batimétal (qui veulent se battre pour l'emploi), l'idée qu'il faut défendre l'outil de travail, la rentabilité de l'usine ; il n'est pas question pour lui

d'aider les ouvriers à mobiliser la population autour de leur lutte. Il préfère celle des conseillers, maires et députés PCF. Il a organisé le 20 novembre à Lens, une mascarade de coordination où n'étaient présentes que les usines en lutte dirigées par la CGT : CIP n'était pas invité, parce que «ne sont ici», disait le permanent CGT, que les ouvriers qui pensent que seul le Programme Commun pourra régler le conflit», ce que démentaient les filles de Boutilliers : «CIP devrait être là, le Programme Commun, on s'en moque ; ce qu'on veut, c'est conserver notre emploi. L'échec de cette journée du 20 novembre (la population était absente, car il n'y a eu aucune mobilisation) a développé des contradictions dans la CGT qui ont abouti à des prises de contact entre CGT et CFDT.

Mais prendre clairement conscience de l'impasse des projets politiques qui animent les UD, se regrouper autour des filles de CIP parce que leur lutte est la plus avancée dans la région, parce qu'elles se posent la question de passer d'un courant de sympathie à un réel rapport de force, vaincre les hésitations, c'est pour les entreprises se donner les moyens de gagner.

## LUTTES OUVRIÈRES

## Lutte contre le chômage à Marseille

GRIFFET  
TROIS MOIS APRES LA REPRISE

Mercredi 8 décembre les Griffet ont tenu une assemblée générale conférence de presse à 13 h dans le hall d'usinage pour faire le point sur la situation.

A l'issue de cette réunion, l'intersyndicale CGT, CFDT et CGC a publié un communiqué pour la presse régionale résumant la situation :

«... Depuis le mois de juillet, les travailleurs suivent des stages de formation à l'intérieur de l'usine, 130 au total.

M. Maurice Genoyer a repris l'usine le 1<sup>er</sup> septembre et mis à sa direction M. Gasparetti. Dès le début, une cinquantaine d'ouvriers étaient embauchés. Aujourd'hui, on arrive à soixante.

Or dernièrement, M. Gasparetti annonçait qu'il n'y aurait plus d'embauche jusqu'au mois de mai 1977. Les stages de formation prennent fin le 19 janvier, c'est donc une soixantaine de travailleurs qui se trouveront sans ressources.

Les responsables syndicaux ont tenu à exprimer leur inquiétude légitime à la direction de l'usine. Ils ont demandé à MM. Genoyer et Gasparetti de respecter à la lettre le protocole d'accord signé en juillet 76, et qui stipule notamment que M. Genoyer s'engage à déployer tous ses efforts pour le reclassement des travailleurs dans les entreprises marseillaises et pour la création de nouveaux stages de formation. M. Gasparetti espère une nouvelle vague d'embauche en mai.

La situation de l'emploi dans les Bouches du Rhône ne leur laisse aucun espoir. En effet, la région compte 50 000 chômeurs. Déjà les Gervais Danone ont refusé les reclassements-bidon :

«Il est prouvé que ces soi-disant emplois vacants se font au détriment d'autres travailleurs» affirmaient-ils le 19 novembre.

CONSTRUIRE  
UN RAPPORT DE FORCE

Cette nécessité devient de plus en plus évidente. Les Griffet sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de la nécessité de dire Non ! aux reclassements et de refuser les discussions sur des «cas particuliers». Ce rapport de force peut se construire dans l'usine avec les luttes du quartier comme celle de la SMEF où 60 % du personnel est menacé de licenciement, et plus largement sur Marseille avec ceux de Prior, des moteurs Baudoin, de Gervais Danone menacés de fermeture. La présence d'un délégué des «CODER», à cette AG n'est-elle pas un

signe encourageant qui montre que ce rapport de force nécessaire est possible ? C'est cette même volonté qui apparaît quand un syndicaliste CGT demande au représentant de son UD : «Les gars de Gervais Danone, il n'est pas possible de les voir ? On dirait qu'il y en a qui ne sont pas trop «chauds» pour ça !». Et pour cause : l'UD avait décidé encore la veille que ceux de l'alimentation manifesteraient seuls contre les licenciements et presque clandestinement.

## DEFFERRE MAL A L'AISE :

Nombreux sont les Griffet qui savent que le «champion de l'union de la gauche», G. Defferre, utilise très largement leur lutte dans sa campagne municipale. Combien de fois a-t-il affirmé qu'il avait sauvé Griffet, comme Coder ? Après les municipales Defferre aura

moins besoin de ce tremplin électoral qui lui prête un vernis fragile de «défenseur des travailleurs» ; aujourd'hui ni lui ni son ami Genoyer ne peuvent se permettre de liquider ou de réprimer ouvertement les Griffet car cela finirait d'enlever toute crédibilité à l'union de la gauche.

Ses sympathies n'en sont pas moins claires ; le 10 décembre, le Provençal commentait ainsi le communiqué de l'intersyndicale : «A l'heure actuelle, les prévisions étaient rigoureusement tenues»... «M. Gasparetti, directeur de Griffet, a annoncé qu'il n'y aurait plus probablement d'embauche jusqu'en mai 77»... «On ne peut pas dire que la situation redeviendrait préoccupante dans la nouvelle société Griffet».

Il est vrai qu'il est difficile de soutenir en même temps Genoyer et les travailleurs !

## AUBER ET DUVAL

- La déléguée «licenciée» réélue !
- Exigeons sa réintégration !

Malgré l'offensive montée par le patron contre la section syndicale CFDT, la déléguée syndicale a été réélue aux élections de délégué du personnel. Une mobilisation massive s'organise pour imposer la réintégration de la camarade par le biais d'affichages et de pétitions. D'autre part, l'UPSM (syndicat de la métallurgie) engage une action pénale contre la direction d'Auber et Duval pour entrave aux libertés syndicales. D'autres

faits de répression sont à signaler dans le groupe : ainsi, à Ancizes, le patron a fait convoquer un candidat CGT aux élections professionnelles lui disant : «Si vous retirez votre candidature, vous passerez chef d'équipe». Devant ce fait, notre camarade a demandé à voir la Direction Départementale de la Main d'œuvre afin de dénoncer cette pression. La Direction a été convoquée et après avoir nié les faits a été

amenée à les reconnaître. Ainsi cette attaque n'est pas dirigée uniquement contre les travailleurs de l'usine de Neuilly mais plus largement. Il s'agit d'une politique d'ensemble de la direction sur l'ensemble du groupe. Face à cette offensive patronale, composante du plan Barre, agissons pour que ces attaques cessent !

Développons le soutien à notre camarade pour imposer sa réintégration !

## en bref... en bref... en bref...

## ● PRIOR NE DOIT PAS FERMER

● PRIOR : Après la production de yaourts (BSN Gervais Danone) voilà que celle des biscottes et du pain grillé semble aussi menacée de disparaître de la vallée de l'Huvaune. C'est ce qu'a annoncé la direction générale de Prior au dernier Comité central d'entreprise. Pourtant les trois cent cinquante travailleurs de cette usine en 1971, ne sont plus que la moitié aujourd'hui alors que les quelques cent soixante dix licenciements avaient été appliqués pour garantir le sauvetage de l'entreprise. Entre temps Prior a fusionné avec Céraliment qui a des usines

jugées plus «rentables». Ces restructurations dans la logique du plan Barre voudraient sacrifier les «Gervais Danone» et ceux des moteurs Baudoin comme l'ont partiellement été aussi leurs voisins les «CODER». La vallée de l'Huvaune pour ne pas devenir la vallée du chômage peut rapidement devenir la vallée de la lutte comme les «Gervais Danone» le montrent déjà.

## ● ASCINTER OTIS : POUR 5 % D'AUGMENTATION

Depuis mardi matin, les deux cents travailleurs de toutes les entreprises de la région poursuivent leur grève pour une augmentation de 5% et une augmentation des frais de déplacement. Alors

que le trust United Technology Corporation (ITC) dont fait partie Ascinter-Otis a réalisé vingt milliards d'anciens francs de bénéfices sur le dos des 138 000 personnes employées en 1975, la direction se cache derrière le blocage des salaires demandé par Barre pour refuser toute augmentation.

## ● ACTIME (St MALO) LES TRAVAILLEURS OCCUPENT L'ENTREPRISE

o L'entreprise ACTIME située à St Malo compte soixante-treize ouvriers. Spécialisée dans l'agro-alimentaire, les machines de nettoyage à sec, elle vient de déposer son bilan sous prétexte d'un trou de quatorze millions. Ce n'est assu-

rement pas le souci des travailleurs qui viennent d'occuper l'entreprise pour conserver leur emploi. Ils sont au nombre de cinq cents et sont bien décidés à gagner !

## ● BOLAIDOR (St HILAIRE) NON AUX LICENCIEMENTS !

o La direction de l'entreprise Bolaidor à St Hilaire de Briouze, dans le département du Calvados vient de faire connaître sa décision de licencier quatorze travailleurs. L'entreprise emploie cinquante ouvriers. Elle est spécialisée dans le traitement des excédents des produits laitiers, ainsi que des sous-produits qu'elle transforme en poudre. Non aux licenciements !

Vidéo-Color (Lyon) :  
«Nous touchons 1 700 F,  
nous voulons 2 000 F  
minimum !»

Les travailleurs de l'entreprise Vidéo-Color, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement à Lyon, sont en lutte depuis la journée du 3 décembre. Au nombre de 680, ils exigent les revendications suivantes :

- l'augmentation de leurs salaires, 2 000 F minimum,
- le 13<sup>e</sup> mois,
- la cinquième semaine de congés payés,
- l'amélioration des conditions de travail.

Jusqu'ici, la direction n'accepte de payer qu'une augmentation de salaire de 3% ainsi qu'une prime de 250 F au 1<sup>er</sup> janvier ! C'est insuffisant et ce n'est pas ce que les travailleurs ont demandé ! Leur salaire, la prime des 3x8 comprise, atteint à peine 1 700 F par mois ! La grève continue donc jusqu'à satisfaction complète des revendications. L'usine est occupée.

Haute Loire :  
contre des centaines de  
licenciements,  
grève générale  
le 15 décembre !

Dans le département de la Haute Loire, les syndicats (UD CGT, CFDT, FO et FEN) appellent à une grève générale sur tout le département, pendant quatre heures, le jour du 15 décembre : des arrêts de travail seront donc faits dans toutes les entreprises et chantiers et un meeting, puis une manifestation aura lieu, l'après-midi à 15 H dans la ville du Puy.

Il s'agit là de la première riposte aux multiples mesures de licenciement qui pèsent sur les travailleurs de ce département : en effet, depuis trois semaines, ce n'est pas moins de trois cents mesures de licenciement qui viennent d'être prises dans douze entreprises, dont six dans la ville du Puy. Les travailleurs refusent d'aller rejoindre les nombreux chômeurs existant déjà dans le département, refusent de s'exiler !

SVP (Paris) : contre  
la suppression  
d'une prime de 1 500 F,  
les travailleurs en lutte !

Les travailleurs de l'entreprise SVP (services), 54, rue Montceau à Paris, viennent de se mettre en grève. Les raisons de cette lutte ressemblent beaucoup à celles pour lesquelles les employés des Caisse d'Épargne sont actuellement en lutte, entre autres. En effet, la direction de SVP, appliquant les consignes de restriction des salaires de Barre, vient de décider de supprimer les différentes primes annuelles dont le total est de 1 500 F, primes que les travailleurs avaient obtenues au bout de longues années de lutte. Il s'agit donc d'une diminution du salaire !

Pour le moment, la direction n'a pas changé de position. Les travailleurs l'y forceront !

Transports Vernay  
(Morlaix) :  
un délégué CGT licencié !

M. Joël Hélar, délégué syndical CGT, délégué du personnel aux transports Vernay, dans la ville de Morlaix, vient d'être licencié par la direction pour le motif officiel : «Faute grave pour avoir accepté dans le car qu'il conduisait, une personne sans billet» !

Les syndicats CGT et CFDT des transports Vernay de différentes villes (Quimper, Brest, Le Mans, St Brieuc, Laval, Châtelleraut) qui viennent de se réunir pour engager la riposte expliquent la véritable raison de ce licenciement : «C'est un vaste mouvement de répression patronale contre le mouvement syndical. Ce licenciement refusé par le Comité d'Entreprise et l'Inspecteur du Travail, a été accepté par le secrétaire d'État aux transports, Cavaillé. Pour les travailleurs qui ont lutté pour que leurs délégués soient protégés, c'est une nouvelle atteinte au droit syndical et aux libertés». Réintégration du délégué !

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Le ministère de la justice veut redorer les flagrants délits

Les avocats ont récidivé vendredi, à la 23<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle, celle des flagrants délits. Moins nombreux que jeudi, ils étaient néanmoins une trentaine pour contester le déroulement des audiences de flagrants délits. L'audience a été, ce qui ne s'était jamais vu, levée à 21 h 15. Au lieu d'être expédiées en cinq minutes, les affaires ont, en raison de la présence des avocats, duré souvent trois fois plus longtemps. En général, les peines infligées ont été assorties du sursis, ou bien les affaires étaient renvoyées. Néanmoins, trois jeunes Arabes ont été condamnés à dix-huit mois de prison ferme pour un vol à la tire, sans qu'il y ait eu confrontation. Ceci laisse craindre que, après quelques jours de «modération», la 23<sup>e</sup> Chambre reprenne son fonctionnement habituel.

Les améliorations annoncées à la suite d'une réunion chez le premier président de la Cour d'Appel avec le procureur général, le président du Tribunal de Grande Instance de Paris, le procureur de la République et le bâtonnier, ne sont ni plus ni moins que le rappel des

dispositions de la loi qui n'étaient plus appliquées. Les affaires les plus graves ne seront plus traitées par cette procédure, le prévenu ou l'avocat pourra demander le renvoi de l'affaire pour préparer sa défense, le tribunal utilisera plus souvent la procédure des rendez-vous judiciaires. Les prévenus seront avisés qu'un avocat peut être mis à leur disposition. C'est tout. Pas question de supprimer les flagrants délits, seulement de les améliorer, c'est malgré tout un premier recul mais si la mobilisation sur cette procédure se relâche, tout redeviendra rapidement comme avant.

C'est la procédure des flagrants délits elle-même qui est pernicieuse, porteuse de ces aberrations, c'est sa suppression qu'il faut obtenir. Conjointement, il faut réclamer que les prévenus ne pourrissent pas des mois en prison préventive avant leur jugement, donc une extension de la mise en liberté provisoire, sinon la suppression des flagrants délits risquerait de se traduire par un accroissement de la détention préventive.

Serge LIVET

## La cour d'appel de Lyon et l'affaire Fleurance

### UN PATRON TROUVE TOUJOURS UNE JURIDICTION POUR LE SOUTENIR

Il y a huit ans, Pierre Fleurance, comptable aux Aciéries du Forez, délégué CFDT, représentant du personnel au Comité d'Entreprise, était licencié. Depuis, quinze procès ont eu lieu. Le 29 septembre 69, le ministre du Travail refusait le licenciement. Les Aciéries du Forez réintégraient Fleurance pour le licencié, comme si de rien n'était, sachant fort bien qu'il ne leur en coûterait rien. Le 31 janvier 75, la chambre sociale de la Cour d'Appel de Lyon ordonnait la réintégration. Fleurance était effectivement réintégré, pendant... trois heures, avant d'être licencié pour cause économique. Un récent jugement du Tribunal d'Instance de Saint Étienne avait enfin pris des décisions de nature à faire obtempérer le patron. Sur appel de celui-ci, une Cour de Lyon est revenue en arrière ! Bosc a trouvé sa juridiction !

Le tribunal d'instance de St Étienne avait à nouveau ordonné la réintégration (même si, entre temps, les Aciéries du Forez avaient déménagé, ne laissant que dix salariés là où travaillait Fleurance), mais surtout avait condamné Bosc à six mois de prison avec sursis, avec trois ans de mise à l'épreuve. Cela voulait dire, selon le jugement lui-même que «l'observation de l'obligation de réintégrer immédiatement M. Fleurance pouvait entraîner la révocation immédiate du sursis et l'exécution de la peine d'emprisonnement. Or Bosc n'avait toujours pas réintégré le délégué syndical. Quatre mois après, le juge d'application des peines est obligé de s'en apercevoir, et engage la procédure pour

faire révoquer le sursis. Du coup la cour d'appel de Lyon, saisie plusieurs mois auparavant d'un appel de Bosc, est prise d'une soudaine hâte à juger le cas Bosc, bouleverse son ordre du jour et juge. En règle générale, un condamné qui fait appel voit sa peine alourdie. Dans le cas Bosc, c'est le contraire : l'amende de 10 000 F et les dommages et intérêts aux syndicats sont confirmés, mais la peine avec sursis est ramenée à un mois et surtout la mise à l'épreuve est supprimée. Autrement dit, Bosc voit miraculeusement se lever la menace de la prison. En fait, il n'y a pas de miracle. L'incarcération d'un patron pour licenciement d'un délégué serait un précédent important, et d'autant plus grave

## LA THÈSE DE L'ACCUSATION S'EFFONDRE

### LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TAKBIRI ET OSKOU

Suite de la une

Ils étaient une cinquantaine à écouter maître Mignon dans une salle de l'Eglise du Bon Pasteur, dont la plupart en grève de la faim depuis 12 jours. Iraniens de l'Union des Etudiants Iraniens en France, mais aussi quelques Ethiopiens et quelques Turcs qui se sont joints à la grève de la faim depuis quelques jours pour exprimer leur solidarité avec leurs camarades iraniens, et un Français également.

#### DES CHARGES INCONSISTANTES

L'avocat général a expliqué, maître Mignon n'a pas formellement demandé le maintien en détention des deux inculpés. Après l'analyse des derniers actes d'instruction, l'avocat général a estimé que pour Oskoui «des charges qui pesaient sur lui ont perdu beaucoup de leur consistance, son maintien en détention ne paraît pas nécessaire», pour Takbiri, il a estimé nécessaire une poursuite de l'instruction en raison des déclarations de Keykavoussi, l'agent de la Savak abattu qui prétend formellement reconnaître Takbiri comme son agresseur. L'accusation de Key-

kavoussi est le seul élément qui permet de prolonger la détention.

Maître Mignon a estimé que ces conclusions étaient très encourageantes, puis-

trats de la chambre d'accusation qui n'ont en mains le dossier que depuis moins d'une semaine demandent un tel délai : le dossier fait 600 pages et contient nom-

C'est pourtant bien ces pressions, l'intense mobilisation des patriotes iraniens en France et dans le monde qui ont permis de désintégrer en trois semaines l'accusation. «En effet, a dit Mignon, les juges ont manifesté leur colère devant les grèves de la faim, les télégrammes, les manifestations. C'est bon signe, la justice a horreur d'être jugée, ce climat nous met dans la position de gens marchant sur les pieds du juge et le regardant dans les yeux lui disant vous nous devez la liberté des deux emprisonnés. Cette force ne vient pas de nous, elle vient de vous».

L'APPAREIL JUDICIAIRE A COMMENCÉ SA RECUCADE

Si pour les avocats, il est hasardeux de faire des pronostics sur la décision de la chambre d'accusation dans une semaine, une chose est certaine, ni Oskoui ni Takbiri ne comparaitront en assises. L'appareil judiciaire commence sa reculade, ça peut durer huit jours, deux semaines, un mois... mais enfin de compte il finira par les relâcher.

Après ces paroles encourageantes, les Iraniens décidaient de poursuivre leur grève de la faim jusqu'à la victoire. Malgré l'affaiblissement consécutif à douze jours de grève de la faim, la détermination demeurerait très forte renforcée par la certitude de la victoire.

S.L

qu'en 25 jours les juges d'instruction étaient complètement revenus sur leur position, écartant la totalité des charges pesant contre Oskoui et Takbiri, excepté l'accusation de Keykavoussi. Il est «judiciairement normal» outre que les trois magis-

bre de déclarations contradictoires.

#### LE RÉSULTAT DE LA MOBILISATION

Ajoutons que les juges ne veulent pas donner l'impression de céder à la pression.

## L'AFFAIRE DU TRANSISTOR PIÉGÉ

On se souvient qu'il y a quelques jours, un cambrioleur était mortellement blessé par un transistor piégé, dans la résidence secondaire d'un garagiste de Villenaux-la-Grande (Aube). Lâché en liberté, le garagiste vient d'être inculpé d'homicide involontaire. Cette inculpation a suscité une levée de boucliers dans les milieux réactionnaires du Nogentais. A l'initiative des maires des cantons de Villenaux et de Nogent-sur-Seine, un «comité de soutien» a été constitué : «Les honnêtes gens ont besoin d'être protégés. Nous sommes tous concernés...» Avec démagogie, le garagiste est présenté comme un «honnête travailleur» et sa résidence secondaire comme «le fruit de son dur travail». Faire justice soi-même et tuer un homme pour défendre la propriété privée devraient en somme être considérés comme des actes

allant de soi. On voit sans peine jusqu'où cette démarche peut mener.

Par ailleurs, la mobilisation que souhaite réaliser le «comité de soutien» au nom de la «sécurité des administrés» ne man-

que pas d'apparaître comme une manœuvre de diversion, à l'heure où la lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine (véritable atteinte, elle, à la sécurité des habitants) tend à se développer.

### Les balances de la justice : 2 ANS AVEC SURSIS POUR UN BANQUIER ESCROC

Un vol à la tire en flagrant délit vaut dix-huit mois ferme ou plus. Combien vaut une escroquerie de cinq millions, devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle dans le même tribunal ? Deux ans avec sursis. C'est la peine infligée au banquier Alexandre de Saint Phalle en plus d'une amende de vingt-cinq mille francs. Ses complices : son fils Jean Vincent a pris dix-huit mois également avec sursis et quinze mille francs d'amende. Son autre fils Edouard, dix mois avec sursis et dix mille francs d'amende, Philippe de Sancy dix mille francs d'amende. Il a fallu trois ans pour rendre ce verdict mesuré, il faut cinq minutes, vingt-quatre heures après les faits pour infliger dix-huit mois fermes à des voleurs à la tire.

# quand barre se penche sur notre santé 2

Par Pierre PUJOL



Les retombées du Plan Barre sont menaçantes pour les travailleurs hospitaliers. Les crédits réservés au paiement des personnels ne sont en progression que de 3,9 % cette année. La réduction du nombre de lits ne se faisant jamais sans diminution des effectifs, et la durée de séjour diminuant, il est à craindre que la charge de travail ne s'alourdisse encore. Le rapport Garpin

sur l'Assistance Publique est inquiétant. Partant d'un bilan financier sévère, il propose de tenir une gestion extrêmement rigoureuse des dépenses hospitalières, de mieux planifier les dépenses. Il réitère les menaces de démantèlement de l'Assistance Publique. Allant dans le même sens, Simone Veil vient de recommander aux consultations médicales externes des hôpitaux, de recevoir

plutôt sur rendez-vous. Ce qui confirme ce qui était déjà en l'air au sujet de la hausse des tarifs de consultation (le prétexte choisi pour faire passer la hausse étant la diminution des attentes). Enfin, un recrutement très important d'élèves infirmières est prévu malgré une délivrance relativement faible de diplômes. En clair, de nombreuses élèves auront travaillé pour presque rien pour les ho-

pitaux et ensuite n'auront pas leur diplôme ! Une combine révoltante pour pallier à peu de frais au manque de personnel. Surtout les dispositions du plan Barre indiquent que le pouvoir n'est pas disposé à lâcher sur les salaires et les conditions de travail, qu'il ne cédera que sous la pression de la lutte.

A lire ou à entendre les responsables du PS parler de leur future politique de santé on a une bizarre sensation de « déjà vu ». Bien des points ne sont pas sans nous évoquer certaines tonalités du VII<sup>e</sup> Plan lui-même, problème d'autant plus préoccupant que ce même PS risque prochainement d'être appelé à gérer les affaires de l'impérialisme français.

VII<sup>e</sup> plan - plan PS

## “REGARDEZ LA DIFFERENCE”

# UNE MEME DENONCIATION DU GASPILLAGE

Le programme de gouvernement du PS (p. 124 à 129) en matière de santé précise (à la seizième ligne) : « Le coût des soins augmente toujours du fait des progrès de la médecine et aussi d'un certain gaspillage entretenu par les fournisseurs de services de santé et de médicaments ».

En quoi ce langage est-il différent des propos de S. Veil ? Il part des mêmes prémisses : la notion de « gaspillage », la prenant comme un fait établi, et ce, sans considérer la réalité vécue par les travailleurs. Admettre comme le fait le PS qu'il y a un gaspillage (même s'il l'attribue aux firmes), c'est reconnaître en définitive qu'il y a « surconsommation » médicale. Si les cadres supérieurs consultent le spécialiste ou le médecin très souvent, il n'en va pas de même pour les ouvriers qui achètent près de 50 % de leurs médicaments sans ordonnance (à la différence des cadres qui se les font prescrire) pour économiser la dépense du médecin ! Il y a peut-être « surconsommation » pour certains, mais pour les travailleurs c'est l'absence ou la mauvaise qualité des soins qui prédominent. Cela, le PS n'en parle pas, et pour cause.

Pour tenter de mettre fin au gaspillage (passage 3.1.1.2.3.) le PS propose de créer à partir des firmes nationalisées « Un office National de la Pharmacie », qui, quand on y regarde de près, équivaudra à un super-monopole capitaliste géré par l'État. La description des attributions de cet « Office » est révélatrice de la conception gestionnaire bourgeoise du PS : « Il sera chargé de la surveillance et de la coordination des secteurs de production publics et privés... Il établira des dossiers techniques, thérapeutiques, pharmacodynamiques nécessaires à toutes exploitations médicales, il proposera ensuite en sous traitance, avec des cahiers de charges très précis, l'exploitation industrielle aux entreprises organisées selon les principes socialistes... déterminés par le gouvernement » !

### Prévenir... la croissance des dépenses de santé

Il y a qui concerne le souci de « prévenir

tion », le programme du PS est particulièrement discret. Il faudra attendre les déclarations démagogiques de Simone Veil pour que les responsables du PS commentent eux aussi à parler de prévention et fassent chœur avec elle. Clément Michel et Jean Terquem responsables santé du PS développent ces conceptions dans une déclaration transmise au Quotidien de Paris (1<sup>er</sup> décembre). Prévenir, « c'est mettre en cause un type de société et un type de croissance ; c'est aussi donner sa place à l'éducation sanitaire afin que chacun puisse devenir vraiment responsable de sa propre santé à travers ses habitudes de vie ». La Commission Santé du VII<sup>e</sup> Plan dit la même chose, avec plus de franchise ou de cynisme. « Il faut améliorer les conditions de la vie sociale pour avoir à moins soigner les Français » (p. 40) ou encore « Il convient en outre de diffuser un minimum de connaissances sanitaires pour permettre à chacun de gérer sa propre santé et de régler au mieux son système de soins » ou « il faudrait en outre rendre plus clair le fait que la médecine ne peut tout résoudre. Pour une part évidemment mal définie mais sans doute irréductible, la vie est problème et souffrance et à ce niveau, elle relève de l'éthique plus que de la science... »

Ce n'est pas autre chose que ce que le PS appelle « mettre en cause un certain type de société et de croissance ! »

### Le renforcement de l'administration capitaliste

Mitterrand comme Giscard a un faible pour les directions fortes. Le VII<sup>e</sup> Plan insiste sur la nécessité de disposer d'une « armature administrative plus étoffée ». « La commission tient à préciser que les actions à développer ne pourront donner leur plein effet que si l'administration dispose des moyens nécessaires ». C'est ce que le PS dit plus ouvertement (paragraphe « pour une médecine plus humaine ») « Que feront les socialistes dans l'immédiat ? Tout d'abord, une autorité unique, le ministère de la Santé, doit être chargée de tout ce qui concerne la santé et tous les organismes

contribuant à la santé doivent lui être rattachés ». Nos autogestionnaires du PS veulent donc plus de fauteuils et plus de pouvoirs.

### Une même défense de la médecine payante

Le paragraphe intitulé « Assurance Maladie : vers la gratuité des soins » du programme du PS, a retenu notre attention comme il se doit, compte tenu du caractère prometteur du titre. Mais rassurons nous, il ne s'agit que d'une envolée lyrique du rédacteur, la suite le précisera : « Le remboursement des dépenses de santé sera rétabli à son niveau antérieur. Mais un gouvernement socialiste aura d'autres ambitions. A terme, ce sera la gratuité des soins. Celle-ci sera instaurée d'abord dans le domaine hospitalier. En attendant, ce sera l'amélioration progressive des taux de remboursement au fur et à mesure de la mise en place de nouvelles structures sanitaires ». Pour ce qui est des hôpitaux, comme on ne retrouve pas la même promesse dans le programme commun, lequel faut-il croire ?

### Le vieux visage de la médecine libérale derrière le masque des « unités sanitaires de base »

Enfin, de même que Giscard, le PS manifeste son attachement à la médecine libérale : « Pour la médecine praticienne, les socialistes estiment qu'un système de soins étranger ne peut être importé dans notre pays compte tenu des traditions françaises, et que le recours à une solution d'autorité doit être rejeté ». Cependant, le PS, qui se veut moderniste, montre de l'intérêt pour « la médecine de groupe » ou de « nouvelles structures sanitaires de base », « concept » issu du colloque CFDT (juin 76) sur le thème « santé et démarche autogestionnaire ». Que seront ces fameuses « unités » dites de « base » ? La direction CFDT nous l'explique : « ces unités résulteront d'accords entre les différentes parties : mé-

decins, municipalités, S.S., mutuelles, organisations diverses ». Les trois parties (organismes de financement, les personnels, les usagers) doivent à titre égal, bénéficier du droit de définir les objectifs et les moyens. De telles unités ne verront le jour que s'il y a mobilisation, rapport de force, prise en main par les populations concernées, s'organisant collectivement pour faire prévaloir leurs intérêts réels ».

Dans le projet du PS, ces « nouvelles structures » ne représenteront qu'une partie très minoritaire de l'appareil médical. Les hôpitaux et les médecins individuels continueront à drainer l'essentiel des soins et ce, selon des critères de rentabilité que nous connaissons bien. De surcroît, les rares expériences (Maison de Santé de la Villeneuve) qui ont voulu aller plus loin qu'une simple façade démocratique, en remettant en cause les conditions de travail dans certaines usines, ont été l'objet de bâtons dans les roues de la part des partis de gauche, ce qui est éclairant sur leurs intentions réelles ! Remettre en cause le rapport médecin-malade, le PS peut aller jusqu'à l'admettre intellectuellement, mais donner aux travailleurs les armes nécessaires pour combattre et détruire l'organisation capitaliste du travail, il n'en est pas question ! Au total ces « unités » ne pourraient bien constituer qu'un paravent pour masquer l'essentiel : la poursuite de la médecine de classe, de la médecine à la chaîne.

### Attendre 78 ?

S'il nous restait encore quelques illusions sur la nature de ses propositions, le PS tient à nous les ôter lui-même : « Les socialistes sont réalistes : ils savent que dans le domaine de la santé les besoins de la santé sont presque infinis et qu'il sera donc toujours difficile de les satisfaire ».

Dans ces conditions, pourquoi attendre 78, c'est-à-dire de pauvres réformes et la poursuite de l'austérité sous Giscard-Mitterrand ? Tous les acquis des travailleurs en ce qui concerne leur santé ont été obtenus par la lutte.

## nouvelles des pays de l'est

### L'URSS PROFITE DES CONTRADICTIONS A L'OUEST

Le Japon va vendre à l'URSS dix centrales nucléaires, pour 1,3 milliard de dollars. Elles devraient permettre de réaliser le plan soviétique. La banque d'export-import nipponne a accepté d'accorder les crédits, mais les sociétés japonaises ont eu beaucoup de mal à convaincre les experts américains qu'ils n'exporteraient pas du matériel stratégique. Le COCOM (Coordinating Committee) est issu du Pacte de l'Atlantique nord auquel est lié le Japon. Son but est de contrôler l'exportation de matériels stratégiques à destination des pays de l'Europe de l'Est et des pays socialistes d'Asie. Par exemple, la fourniture d'un radar, par le Japon à l'URSS, destiné au contrôle du trafic à Nakhodka, nouveau port soviétique en extrême-orient, a dû attendre l'autorisation du COCOM. Les échanges Est-Ouest ont subi des fluctuations en fonction de la politique menée par l'URSS et les USA : c'est ainsi que le COCOM, créé en 1950 à un moment où la supériorité technologique des Américains était incontestée, s'est montré moins sélectif depuis quelques années, ce qui a eu comme effet de relancer partiellement le commerce entre l'URSS et les pays capitalistes — 17 milliards de dollars en 1971, 40 milliards en 1974. Les conflits au sein du COCOM existent : en 71, les États Unis étaient occupés à interdire à la France et à l'Allemagne la vente de certains produits afin de placer les leurs : il y a deux ans, la société ouest-allemande K.W.U. s'était vue interdire la vente à l'URSS de deux centrales nucléaires. Par contre le COCOM a autorisé la vente d'un ordinateur IBM en vue d'équiper le complexe de l'industrie automobile de Kama en URSS. La société Control Data a conclu un contrat avec le Comité d'État soviétique pour l'étude et la création en commun d'ordinateurs, de systèmes d'information : ce marché est évalué à une somme de 500 millions de dollars. Ces cas sont courants.

En fait, il est sûr que l'URSS se procure à l'étranger ce qui lui manque. Lorsqu'elle peut fabriquer un substitut ou même le faire fabriquer par les pays de l'Est — qui représentent un immense réservoir de main d'œuvre qualifiée — elle s'abstient d'acheter un produit à l'Ouest. L'URSS n'achète pas seulement des licences, des usines clés en main ; elle se procure aussi des prototypes. De plus, l'institut Viniti épiluche toutes les revues scientifiques du monde entier ; les résultats des recherches sont transmis, entre autres, à l'industrie. Tout cela fait que les machines et les équipements importés né représentent qu'environ 4% des machines installées chaque année en URSS, ce qui est peu, mais qu'il existe un retard qualitatif important dans plusieurs domaines : ceux des ordinateurs, de la pétrochimie, des textiles synthétiques, des semi-conducteurs. L'URSS tente d'être autonome, mais tout en maintenant la dépendance des pays de l'Est et en accentuant ses «liens» avec l'Europe de l'Ouest. Cette tendance se retrouve essentiellement dans le domaine des matières premières : ainsi, l'URSS assure pour l'instant 5% de la consommation de l'Europe de l'Ouest en gaz et en pétrole. Dans peu de temps, ce pourcentage passera à 10 et même à 15%. Les besoins énergétiques de l'Europe de l'Est sont déjà assurés à environ 70% par l'URSS.

### UN MATCH «AMICAL»

Comme à chaque match de hockey sur glace disputé entre la Tchécoslovaquie et l'Union Soviétique depuis 1968, les deux derniers des 12 et 13 novembre ont donné lieu aux brutalités habituelles amplifiées, cette fois-ci encore, par la victoire de l'équipe tchécoslovaque 5 à 3. Le journal tchécoslovaque «Rude Pravo» a déclaré que : «De toutes les compétitions de hockey sur glace entre la Tchécoslovaquie et l'Union Soviétique auxquelles nous avons assisté, c'est celle-ci qui nous a causé la plus grande irritation». «La prison fut rarement vide pendant la compétition, et dans les dernières phases du match, des bagarres ont éclaté à plusieurs reprises». «Rude Pravo» signale ensuite que les fautes commises par les joueurs soviétiques étaient si visibles que l'arbitre n'a pas arrêté de siffler. Il a déclaré après le match : «Je n'ai jamais arbitré un match aussi chaotique». Les dix mille Tchécoslovaques présents se sont chargés de huer, comme il convenait, l'équipe soviétique.

Jan ROLDE

### LA CONFÉRENCE DE PRESSE «CLANDESTINE» DE CARRILLO

## le pce propose

### «Le consensus politique national contre la crise économique»

Cinquante journalistes ont assisté à la conférence de presse «clandestine» de Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE, qui a fait savoir depuis plusieurs semaines qu'il se trouvait «clandestinement» à Madrid. Une «clandestinité» qui est soigneusement entretenue par la police politique et le gouvernement : à peine Carrillo avait-il terminé sa conférence de presse que le gouvernement faisait savoir aux journaux qu'il n'était pas opportun de publier la photo du chef révisionniste faisant ses déclarations. Un petit jeu des gendarmes et des voleurs aux risques bien peu importants en somme, aujourd'hui !

La légalisation du PCE est dans les faits sinon dans le droit et ce que demande Carrillo est qu'elle devienne officielle, aux termes de la loi votée par les Cortes : «A s'en tenir à la lettre de la loi, le PCE devrait être reconnu demain. Notre parti n'appartient à aucune internationale ce qui n'est pas le cas des socialistes, des démocrates-chrétiens et des libéraux». Tous ces partis sont considérés comme «légalisables» par le gouvernement. Au contraire le PCE ne l'est pas du moins jusqu'au référendum du 15 décembre qui, en liquidant les Cortes, mettra sur la touche les tenants acharnés du franquisme.

«Si l'on commettait la bêtise de nous laisser sur la touche, nous en tirerions toutes les conséquences...»  
«Tout consensus politique national permettant d'affronter la grave crise économi-

que» serait rendu impossible. Aucune place n'a été laissée dans les déclarations de Carrillo à la lutte des masses contre le plan d'aus-

terité de Suarez qui n'a pas été condamné. Le chef révisionniste a seulement affirmé que seule la participation du parti révisionniste aux institutions lui assurerait le succès, en permettant un accord de tous les partis bourgeois, de Suarez aux révisionnistes, sur les mesures à prendre contre les masses, pour rejeter sur elles le poids de la crise. Tous les appels du PCE à «la démocratie» se ramènent à ceci : qu'il est prêt à contribuer dans le cadre d'institutions parlementaires bourgeoises à l'oppression

des masses et que c'est là tout son programme.

FIÈVREUX PRÉPARATIFS  
ÉLECTORAUX

Suarez, ayant écarté la vieille garde franquiste intégrera-t-il le PCE dans sa démocratie ? C'est possible. En tous cas le PCE s'est lancé dans la campagne électorale : Carrillo a annoncé que dès le mois de janvier la liste des candidats du PCE, présentés dans toutes les circonscriptions, sera présentée ainsi que la liste de 15 000 représentants chargés de participer au contrôle du déroulement des élections.

Du même coup le PCE vend la mèche : l'abstention au référendum du 15 décembre à laquelle il appelle officiellement n'a aucune portée. Seules l'intéressent les élections qui découleront des résultats du référendum acquis d'avance. C'est lui donner son exacte portée : en dissolvant les Cortes et en instituant un Parlement et un Sénat, il constitue la dernière phase de la liquidation des institutions franquistes entreprises par Suarez. L'important vient après pour le PCE : sa place dans la nouvelle forme de dictature bourgeoise.

G.CARRAT



### ONU : convention contre les prises d'otages

## Qui sont les vrais terroristes ?

La commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, vendredi, une résolution exigeant la création d'un comité «ad hoc» pour rédiger une convention sur la prise d'otages, convention élaborée par les représentants de 35 pays et qui devait être présentée à l'Assemblée générale dans un an.

C'est l'Allemagne fédérale qui avait, fin septembre, déposé un projet sur les prises d'otage, qui a rencontré une opposition très vive de la part du Tiers Monde, en particulier de la Libye. La RFA soutenait un projet qui incluait l'extradition automatique en cas de prise d'otages. Les pays du Tiers Monde ont refusé cette clause qui mettait en danger leur souveraineté nationale. En outre les États du Tiers Monde refusent de réprimer particulièrement la piraterie aérienne, dans la mesure où c'est l'oppression

permanente tant militaire qu'économique ou politique qui constitue le véritable terrorisme auquel sont confrontés les peuples du monde, et que ses victimes sont tout aussi innocentes que les personnes prises en otage dans les détournements aériens. D'autre part, ils refusent de donner une arme supplémentaire aux pays impérialistes contre certains mouvements de libération, qui sont souvent accusés à de telles attitudes faute d'avoir d'autres moyens pour s'exprimer.

Au cours de ce débat, le représentant du peuple chinois a pris fermement position contre les tentatives qui viseraient, sous prétexte de lutter contre les détournements d'avion, les prises d'otages, les assassinats et les enlèvements, à «diriger le fer de lance contre le mouvement de libération nationale».

«Le gouvernement chinois», a-t-il dit, «a toujours désapprouvé de tels actes. L'expérience historique prouve que la lutte révolutionnaire est une lutte de masse et que l'on ne peut remporter la victoire qu'en mobilisant les masses et qu'en s'appuyant sur elles. Les activités aventuristes et terroristes menées par une poignée de gens ne peuvent avoir que des conséquences négatives».

«Pourtant, a-t-il dit, nous tenons à souligner que l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et le sionisme se servent souvent de ces actes erronés commis par une poignée de personnes pour calomnier et attaquer les luttes révolutionnaires de libération menées par les nations et les peuples opprimés. Cela est inadmissible et intolérable».

Il a ajouté que le régi-

me raciste sud-africain et les sionistes ont toujours cyniquement taxé de «terrorisme» la lutte armée menée par les peuples d'Afrique Australe contre la domination raciste et pour la libération nationale, calomnie l'organisation pour la libération de la Palestine en la qualifiant d'«organisation terroriste» et présente le soutien accordé par les pays africains et arabes à la lutte armée des peu-

ples d'Afrique Australe et de Palestine comme un soutien au «terrorisme». En clamant leur opposition au terrorisme, ils s'efforcent de camoufler leurs propres activités terroristes, leurs actes criminels de répression du mouvement de libération nationale et leur agression contre les pays africains et arabes dans le dessein d'échapper à la condamnation des peuples du monde et de l'opinion publique éprise de justice.

Le représentant chinois a déclaré : «La Chine a toujours été opposée aux actes aventuristes et terroristes comme moyens d'atteindre un but politique. Cependant, la cause fondamentale des troubles et de l'instabilité dans le monde actuel n'est autre que la politique d'agression et de guerre des superpuissances. Là où il y a oppression, il y a résistance et lutte. La position de principe consiste à mobiliser le peuple pour s'opposer à la politique d'agression et de guerre des superpuissances. Nous sommes prêts à nous joindre à tous les pays épris de justice pour œuvrer en commun à cette fin».



Tout en voulant continuer son pillage

## L'URSS instaure sa propre zone maritime de 200 milles

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

L'URSS vient de décider d'instaurer au large de ses côtes une zone de pêche de deux cents milles marins (370 kilomètres) dans laquelle elle se réserve le droit de réglementer la pêche et la «conservation des ressources vivantes». Le décret prévoit que l'URSS pourra autoriser la pêche dans sa zone en fonction d'accords réciproques conclus avec les autres Etats. Alors que le pillage des chalutiers soviétiques s'exerce dans toutes les mers du

monde, en particulier dans l'Atlantique et en mer du Japon, on peut se demander pourquoi aujourd'hui l'URSS prend une telle mesure : en effet, la «liberté» actuelle sert au mieux ses intérêts. Il s'agit en fait pour le social-impérialisme de se mettre en position de force pour négocier, puisque beaucoup de pays du Tiers-Monde, ainsi que les Etats-Unis et la CEE instaurent des zones de deux cents milles.

Tout en prétendant souhaiter un accord international sur le droit de la mer, l'URSS précipite les choses pour passer avec chaque pays pris un par un des accords qui lui soient le plus favorables possible. Dans les négociations qui vont avoir lieu, l'URSS s'est dotée d'importants atouts pour poursuivre sa politique de pillage : dans sa décision, elle laisse aux autres pays tout ce que son industrie de pêche n'a pas la capacité d'exploiter ; comme en vertu du principe de la réciprocité elle demandera la même chose aux pays dont les flottes de pêche sont moins importantes, cela signifie qu'elle ne laissera pas grand chose aux autres dans sa zone, et qu'elle exigera de conti-



Chalutiers et navires de guerre russes sillonnent les mers du globe

nuer à piller les pays dont les capacités de pêche sont «insuffisantes» pour éviter le «gaspillage des richesses de la communauté internationale», selon les termes du délégué soviétique à la conférence sur le droit de la mer.

De plus, l'intensification du pillage des mers (60% des prises dans l'Atlantique, 30% dans le Pacifique) n'est pas sans rapport avec ces futures négociations : comme les «droits historiques», c'est-à-dire les habitudes de pêche entreront en ligne de compte, le gouvernement de Brejnev se hâte de créer des faits accomplis ! Il faut aussi noter qu'en limitant les négociations à la question de la pêche, alors que la zone économique telle qu'elle est définie par les pays du Tiers-Monde englobe le contrôle des minerais, de la

pollution et du passage des navires, l'URSS veut éviter pour le moment toute entrave à ses autres activités de pillage et surtout au déploiement de sa flotte de guerre dans toutes les mers du globe : car au-delà du pillage des ressources de pêche grâce auquel il tente de remédier à la grave crise de son agriculture, le social-impérialisme veut pouvoir sil-



lonner librement les mers pour continuer ses menaces contre les peuples, ses manœuvres d'espionnage et ses préparatifs de guerre. Mais cette politique impérialiste de la mer sera de plus en plus dénoncée par les peuples du monde qui exigeront que leurs gouvernements s'y opposent, comme le faisaient les pêcheurs bretons en septembre dernier.

### UNE ZONE MARITIME IMPÉRIALISTE

En fixant les limites de sa zone avec les pays voisins, l'URSS tentera de légaliser un certain nombre de ses annexions de fait. Déjà, alors qu'elle pillait la mer du Japon, l'URSS a prétendu contrôler les eaux des Kozziles (territoire japonais annexé) et a attaqué et saisi les bateaux des pêcheurs japonais. Du côté de la Norvège, le social-impérialisme prétend contrôler la mer de Barentz où il procède à des tirs de missile. Les négociations qui ont lieu actuellement avec la Norvège se font sous la pression militaire de l'URSS qui masse ses troupes aux frontières et envoie même des sous-marins dans les eaux territoriales de la Norvège.

## L'OTAN rejette les propositions du Pacte de Varsovie

Les ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN, réunis à Bruxelles, ont rejeté les propositions du Pacte de Varsovie de ne pas élargir le nombre des alliances déjà existantes, et de ratifier un traité interdisant à chaque puissance d'employer en premier l'arme nucléaire.

En effet, dans le rapport actuel des forces, l'OTAN considère que de tels accords ne pourraient que renforcer les positions soviétiques, qui disposent aujourd'hui d'une nette supériorité en armes conventionnelles. «Les ministres ont confirmé que les pays de l'alliance, dans le cas d'une attaque dirigée contre eux, ne peuvent renoncer à utiliser en riposte, selon les besoins, aucun des moyens dont ils disposent. Les ministres ont également affirmé que tous les États qui ont participé à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (à Helsinki) devraient s'abstenir rigoureusement de recourir à la menace ou à l'emploi de la force... Cette renonciation doit s'appliquer à la menace ou à l'emploi de la force... Cette renonciation

doit s'appliquer à tous les types d'armes. Il est essentiel pour la consolidation de la paix de n'accumuler aucun armement de quelque type que ce soit, au-delà des nécessités de la défense, politique qui a toujours été suivie par l'alliance».

Cette dénonciation des manœuvres de l'URSS, dictée par la conscience d'une infériorité militaire, s'accompagne de la volonté de l'Alliance d'intensifier sa main-mise sur l'Europe, notamment par l'intégration de l'Espagne à l'OTAN : «Les ministres ont également déclaré que l'alliance demeurera une libre association ouverte à tous les États européens... Ils ont rappelé en outre que le droit des États à participer ou non à des traités d'alliance a été confirmé dans l'acte final d'Helsinki».

Face à l'agressivité montante du social-impérialisme, l'impérialisme américain cherche de plus en plus à resserrer son emprise sur l'Europe pour l'intégrer à son système de défense et en faire le champ où se régleront, d'éventuels conflits.

### De l'opposition aux manœuvres actuelles :

#### L'EVOLUTION DE LA TACTIQUE DE L'URSS

A la conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, l'URSS a dû multiplier les manœuvres en changeant à plusieurs reprises de position pour faire face aux justes revendications des peuples du Tiers Monde pour l'instauration de zones économiques exclusives.

A la session de Caracas en 1974, la délégation russe s'oppose à cette revendication. Mais vu l'isolement croissant de sa position au cours des différentes sessions, elle finit, cette année, par accepter la «zone économique» tout en essayant de limiter cette notion de tout contenu. En particulier, l'URSS tente d'empêcher que la souveraineté des pays soit totale et qu'ils puissent imiter et interdire le passage de navires étrangers. A la dernière session, cet été, la délégation soviétique prétend que la zone économique doit être assimilée à la «haute mer».

Nouvelles tentatives : aujourd'hui, l'URSS proclame sa zone de pêche pour pouvoir négocier en position de force et imposer des accords bilatéraux à chaque pays sans avoir à faire face à l'unité des pays du Tiers Monde.

● LE GOUVERNEMENT DU BANGLADESH DÉNONCE LES PROVOCATIONS DE L'INDE : Alors que les négociations entre les deux pays sur le partage des eaux du Gange viennent de s'arrêter, le général Rahman, dirigeant du Bangladesh vient de faire une déclaration où il dénonce l'attitude provocatrice de l'Inde à la frontière : «Ils entraînent des opposants et les envoient à l'intérieur du pays... presque chaque jour il y a des violations de frontière». Il a ajouté : «Pour qu'il y ait paix et stabilité en Asie du Sud, il faut qu'il y ait la paix au Bangladesh ; personne

ne doit essayer de le déstabiliser».

● LA COMMISSION DE DÉCOLONISATION DE L'ONU SOUTIEN LA LUTTE ARMÉE DE LA SWAPO EN NAMIBIE : La commission de décolonisation de l'ONU vient d'adopter plusieurs projets de résolution à propos de la Namibie (sud-ouest africain) occupée illégalement par les racistes d'Afrique du Sud. Ces projets soutiennent la lutte armée du peuple de Namibie, proposent de reconnaître la Swapo, son organisation de lutte comme seule organisation représentative. La commission carac-

térise l'occupation de la Namibie par l'armée de Vorster comme une agression contre l'ONU et condamne la «conférence constitutionnelle de Windhoek» mise sur pied par les racistes pour instaurer un gouvernement fantôme.

● MANIFESTATIONS CONTRE LE PRIX NOBEL CONSEILLER DE PINOCHET : A Stockholm, plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre la remise du Prix Nobel d'économie à Milton Friedman, inspirateur de la politique économique de la junte fasciste chilienne. Friedman a nié ses liens

avec le régime de Pinochet, mais il a affirmé que «le Chili actuel marche petit à petit vers la liberté».

● CANADA : L'attaché militaire de l'ambassade d'URSS au Canada vient d'être expulsé pour des activités «incompatibles avec le statut diplomatique».

● ALLEMAGNE DE L'EST : La chanteuse Nina Hagen qui s'était solidarisée avec Wolf Biermann, a été également expulsée d'Allemagne de l'Est. Sa mère, qui avait également soutenu Biermann, a perdu son emploi.

● LIBAN : Raymond Eddé, dirigeant chrétien modéré qui avait pris énergiquement position contre l'intervention syrienne a été blessé, victime d'un attentat fasciste.

● ALGÉRIE : Houari Boumédiène, candidat du FLN a été élu à une très large majorité président de la République algérienne.

● ESPAGNE : Oriol y Urquijo, banquier et président du Conseil d'Etat, ancien ministre de Franco, a été enlevé samedi par un groupe qui réclame en échange la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques.

### IRLANDE

#### PRISON POUR LES MURRAY

La Cour Suprême a donné son verdict pour les Murray : Noël est condamné à la prison à vie, Mary sera relâchée. Ils avaient été condamnés à mort pour le meurtre d'un policier. Alors que la police réclamait la pendaison, les juges ont reculé par rapport au premier verdict du 9 juin. C'est la mobilisation du comité de défense des Murray qui, malgré la forte répression a pu les sauver de la corde, ainsi que la mobilisation internationale. Ce n'est qu'une première victoire, il faut dénoncer les conditions de détention dans les prisons du sud et du nord où le statut de prisonnier politique a été supprimé.

# Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception de la parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadare et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Miriesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepo», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F .....
- Abonnement de soutien ..... 500 F .....
- Abonnement de soutien ..... F .....

Mode de versement :

- En une fois .....
- En trois fois (échelonné sur trois mois) .....

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Ville .....

## DANS NOTRE COURRIER

### Aujourd'hui je peux vous verser mon abonnement

Amis du Quotidien

Lecteur du Quotidien depuis bientôt six mois, je n'ai pu répondre à votre campagne d'abonnements exceptionnels dès que vous en avez pris l'initiative, me trouvant alors sans emploi. Aujourd'hui, il m'est enfin possible de vous envoyer un tiers du versement par mandat pour mon abonnement, c'est-à-dire 100 F.

Etant donné ma situation d'étudiant-salarié, je désire par mon abonnement concrétiser en premier temps mon rapprochement et adhésion à la ligne marxiste-léniniste défendue par le PCRml au travers du Quotidien et de Front Rouge.

J. G. Paris (18<sup>e</sup>)

## LE SUICIDE D'UNE ENSEIGNANTE

Une jeune enseignante de 25 ans du lycée Sévigné de Mayenne s'est suicidée le 4 novembre.

Après un long délai de réflexion, une trentaine d'enseignants du lycée Sévigné, du CES Jules Ferry et du CET de Mayenne, ont décidé de rendre publique la déclaration ci-jointe. (extraits)

Françoise Chauvière s'est suicidée un après-midi de novembre dans la chambre qu'elle occupait en face du lycée Sévigné (Mayenne) où elle avait été nommée à la rentrée comme professeur de lettre.

C'était le jeudi 5 novembre. (...)

Ce silence qui s'est installé nous rend, sans que nous l'ayions voulu, complices des

responsables de l'Education Nationale, et c'est pourquoi nous voulons l'rompre.

Nous savons peu de choses de Françoise et nous voulons la respecter dans ce qu'elle nous a tu ou n'a pas pu nous dire ; mais il y a certaines choses qu'elle nous avait dites et ce n'est pas la trahir que de les faire savoir. Ainsi, lui était intolérable l'idée de faillir à sa tâche, du fait de ses absences, de décevoir ses élèves et

l'administration ; c'était pour elle aussi se priver de cette communication qu'elle était avide de créer avec ses élèves. «Enseigner, c'est pour moi, disait-elle, être à l'écoute des autres».

Mais l'enseignement n'est-il pas le plus souvent vécu comme un rapport de force entre élèves et professeurs ? N'encourage-t-il pas l'égoïsme, le chacun pour soi ? Ne nous incite-t-il pas à garder pour nous -jusque dans l'angoisse- nos interrogations, nos doutes ?

La mort de Françoise n'est sans doute pas imputable à l'institution scolaire. Il n'empêche qu'elle n'y a pas trouvé de quoi l'aider à vivre. Par cela nous sommes directement interpellés.

## Communiqué de presse La maison de la promotion sociale de Grenoble menacée de fermeture

La MPS de Grenoble est un organisme qui prépare les travailleurs immigrés à la formation professionnelle (AFPA). 90 stagiaires en permanence (90 % immigrés maghrébins) 150 y passent durant l'année (pour toute la région Rhône Alpes !) pour des stages de quatre, six ou dix mois.

La demande d'entrée est longue, ensuite il y a différents barrages par des tests. Beaucoup sont refusés. Et après il y a encore un examen pour entrer en FPA (donc très peu d'élus finalement).

De plus les stagiaires qui touchent théoriquement 90 % de leur salaire n'avaient rien reçu depuis trois mois. Après la délégation du 1<sup>er</sup> décembre, les salaires ont été versés.

Les travailleurs immigrés du MPS veulent élargir la popularisation de leur lutte (voir communiqué) aux autres travailleurs, immigrés et français.

Suite à la décision du préfet de région de réduire le financement des stages de la Maison de la Promotion sociale (MPS), des stagiaires, des membres du personnel MPS, deux délégués régionaux CGT-CFDT ont été reçus le 22 novembre à la préfecture du Rhône par Mrs Boutin et Roux chargés de mission. Deux cars de stagiaires venus de Grenoble appuyaient la délégation.

Du côté de la Préfecture, on refuse de revenir sur la décision de diminuer de 50% le financement provenant du fonds de la Formation professionnelle. Ces 50% devront être pris désormais, sur le Fonds d'Action Sociale (FAS).

Les membres de la délégation ont montré leur hostilité à cette solution : 1<sup>o</sup>) les immigrés ont droit normalement comme tout travailleur en France au fonds de la formation professionnelle. Or, dans les faits, ce sont eux qui en bénéficient le moins.

2<sup>o</sup>) Le FAS n'est pas fait pour financer la formation professionnelle. C'est l'ar-

gent des immigrés : 75% de son financement provient de la différence entre les allocations familiales que devraient recevoir les immigrés et ce qu'ils reçoivent en fait quand leur famille est au pays d'origine. Cet argent est un fonds social qui doit être utilisé pour les besoins forts grands des immigrés (accueil, logement, école, etc...).

La formation des travailleurs français n'est pas, elle, financée sur un fonds social. Pourquoi cette discrimination ?

Le problème de la MPS s'inscrit dans tout un ensemble : l'Etat retire ses fonds des actions en cours pour les travailleurs et fait payer ces actions en cours par les mêmes travailleurs.

Les stagiaires, les salariés de la MPS et les organisations syndicales CGT et CFDT qui les soutiennent poursuivront leur action vis à vis de l'opinion et des pouvoirs publics pour obtenir satisfaction et ne se contenteront pas de solutions qui conduisent à détourner l'argent du FAS de ses buts initiaux.

## PÉROU : LA FIN D'UN MYTHE

FILM RÉALISÉ PAR ALAIN LABROUSSE DURANT L'ÉTÉ 1976

DÉBAT

organisé par

LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ PÉROU ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS PÉRUVIENS CEDÉTIM

13 décembre

44 rue de Rennes à 20 H 30

GRENOBLE : SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS IRANIENS

Le Collectif de Solidarité Contre la Répression des Étudiants Iraniens (Grenoble) vous informe que mardi, 14 décembre, une soirée de solidarité «six heures pour l'Iran» sera organisée au Palais de Glace (boulevard Clémenceau) à Grenoble. Avec la participation du chanteur populaire Francisco Montaner.

Au programme de la soirée :

- 17 h - 19 h - Exposition de photos, affiches, documents sur l'Iran et vente de brochures, affiches, disques... etc.
- Diapositifs et forums de discussions
- Buffet et boisson.
- 19 h - 20 h - Sketch et flashes d'information.
- 20 h 45 - 22 h 15 - Exposé sur l'Iran et projection du Film : Tentation de la Puissance.
- 22 h 45 - 23 h - Chants populaires iraniens et chants par Montaner

C.S.R.E.I.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit : yonnais. Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## feuilleton

# 325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

67<sup>e</sup> épisode

Marie-Jeanne leva la tête.

« Tu ne peux pas, dit-elle.

— Et pourquoi donc, je ne peux pas?

— Tu sais bien que tu ne peux pas. »

Busard ne répondit pas. Il s'assit près de la table, en face de Marie-Jeanne, la tête entre les mains.

« Pourquoi ne peut-il pas? demanda le Bressan.

— C'est déjà bien suffisant comme ça, dit sèchement Marie-Jeanne, que vous fassiez à deux le travail de trois.

— Si ce que nous gagnons nous suffit, dit le Bressan, on est bien libre, non?

— Et si on vous payait pour faire le mouchard, vous seriez libres, non?

— Ne l'engueule pas, dit la mère, c'est un paysan. Comment veux-tu qu'il comprenne? C'est la première fois qu'il travaille en boîte.

— Je n'ai jamais travaillé en boîte, dit Marie-Jeanne. Et je n'y travaillerai sûrement jamais. Ça ne m'empêche pas de comprendre.

— Toi, dit la mère, tu es fille d'ouvriers.

— Moi aussi, je suis fils d'ouvriers, dit Busard. N'empêche que, grève ou pas grève, j'irai à la boîte jusqu'à ce que mon temps soit fini. Et puis je m'en irai...

— Tu t'en iras tout seul, dit Marie-Jeanne.

— C'est tellement bête, dit Busard. Il ne me restait plus que treize jours à faire.

— Je n'ai jamais cru qu'on l'aurait, ton snack-bar.

— Nous l'aurons, dit Busard. La grève n'y changera rien. On fera bien patienter la traite quelques jours.

— Il arrivera quelque chose d'autre.

— Tu es désespérante.

— Vous aurez votre bistrot américain, dit la mère. Ce n'est pas à quelques jours près. Marie-Jeanne a tort de vous décourager. Mais on a l'habitude du malheur... »

Les délégués ouvriers cependant s'étaient rendus chez Jules Morel.

« Faites-la, votre grève, dit le vieux. Vous me rendez service. Pas de commandes... Si vous ne la faites pas, cette grève, je serai obligé de licencier une partie du personnel.

— Je sais lire l'anglais, dit Chatelard.

— Qu'est-ce que tu veux dire? »

Le patron et le secrétaire du syndicat se tutoyaient depuis toujours. Ils se connaissaient aussi bien qu'un vieux braconnier le lièvre qu'il n'a jamais pu avoir et le lièvre le braconnier.

Chatelard lisait attentivement les journaux professionnels français et étrangers. Il avait étudié l'anglais et l'allemand en prison de 1940 à 1942 (il s'était évadé au moment où les Allemands étaient entrés en zone sud). Il venait ainsi d'apprendre que Plastiform avait soustrait avec une grosse firme américaine pour une commande importante, dans des conditions avantageuses par rapport au marché français. Il l'expliqua.

« Donne-nous nos vingt francs, conclut-il. Tu n'y perdras rien. Et tu vas embêter tes concurrents; les ouvriers des autres boîtes vont réclamer à leur tour... »

Ils discutaient encore, mais c'était pour la forme. Jules Morel devait livrer dans un délai précis et Chatelard s'en doutait. Les délégués ouvriers furent intransigeants, le vieux Morel accorda les vingt francs et la grève n'eut pas lieu.

à suivre

## '1900'

(DEUXIÈME ACTE)



### Le cinéma au service du révisionnisme

La première partie de 1900 avait laissé le spectateur à l'époque de la montée du fascisme, incarné par le régieur de la propriété des Berlinghieri, Attila, et sa maîtresse.

Le deuxième acte, lui, se situe quelques années plus tard, à l'apogée du fascisme et nous conduit jusqu'à la libération de l'Italie.

#### BOURGEOISIE LIBÉRALE ET PERVERSITÉ FASCISTE

Alfredo, à la mort de son père hérite du domaine familial et en profite pour épouser Ada, la citadine un peu « fofolle » dont nous avons fait la connaissance au cours de la première partie. Alfredo et sa femme commencent à s'opposer à Attila, qui se pavane dans sa chemise noire et humilie les paysans.

Cette opposition entre la bourgeoisie « libérale » et la bourgeoisie fasciste est une des clés du film. Bertolucci amorce une analyse des contradictions au sein de la classe dominante, et fait dire à Attila : « Nous sommes les chiens de garde de cette bourgeoisie qui nous déteste ». Mais cette amorce d'analyse reste très discrète et disparaît même rapidement au profit de la thèse selon laquelle ce qui caractérise principalement le fascisme, c'est la perversion sexuelle, le sadisme, la cruauté gratuite. Bertolucci s'appesantit longuement sur cet aspect de deux personnages incarnant le fascisme, particulièrement odieux et déshumanisés. Au cours de la réception du mariage d'Alfredo et Ada, ils violent un jeune adolescent avant de le tuer de manière atroce et gratuite. La caméra du réalisateur s'attarde avec complaisance sur le corps mutilé du jeune

garçon, comme, un peu plus tard sur le corps d'une vieille femme assassinée par les deux fascistes pour s'approprier sa maison.

Si Attila et sa maîtresse sont là pour soulever le dégoût des spectateurs, ils servent également de repoussoir au couple Alfredo/Ada. Elle, c'est l'intellectuelle citadine « à la page », qui prise de la cocaïne, et, désespérée par l'ambiance de la propriété Berlinghieri, écoeurée par la verulerie de son mari face aux fascistes, finit par trouver son réconfort dans l'alcool. A travers le portrait de ce couple, pour lequel l'auteur manifeste une grande compréhension et une sympathie marquée, on voit s'esquisser les lignes de force de la démonstration qui sous-tend le film : il existe une bourgeoisie « sympathique » anti-fasciste de tempérament, avec laquelle l'union est possible. En termes clairs, cela s'appelle « le compromis historique ».

Certes, à l'époque que dépeint « 1900 », l'union de la bourgeoisie anti-fasciste et du prolétariat, sous la direction de celui-ci, était souhaitable et nécessaire. En mettant exclusivement l'accent sur cet aspect des rapports de classes Bertolucci renvoie en fait à la situation actuelle et apporte son soutien à la ligne de collaboration de classes du

Peu. A s'en tenir à la situation décrite par le deuxième acte de « 1900 », on finirait par croire que la grande majorité de la bourgeoisie italienne était, dès cette époque, hostile au fascisme. Contre-vérité historique flagrante.

« La victoire, c'est comme une cuite, il faut que quelqu'un te mette la tête sous l'eau pour te dessouler ».

Le peuple de l'Emilie-Romagne, lui, est traité dans de larges scènes collectives. Le gârn entre Olmo et Attila, les résailles des fascistes qui massacrent les paysans, scène du « procès populaire » d'Alfredo Berlinghieri... où Bertolucci utilise toutes les ressources du vaste budget mis à sa disposition par trois des plus grandes compagnies cinématographiques américaines. Cette vision du peuple s'organise autour d'Olmo, l'ami d'enfance du patron. Révolté, Olmo cherche à continuer le combat anti-fasciste. Mais l'essentiel de ce combat reste dans les coulisses du film : le rôle du Peuple est évoqué d'une manière très discrète au cours d'une brève scène ; jamais l'activité des maquis, que rejoint Olmo, ne nous est décrite. De plus Olmo reste seul ; les paysans refusent de lutter contre les fascistes, se laissent massacrer sans réagir autrement que par des bravades, au cours d'une scène qui fera se pâmer d'aise les esthètes, et où Bertolucci joue avec la pluie qui ruisselle sur les visages, la chute des corps dans la boue qui gicle, le visage, décomposé de fureur, d'Attila. C'est sans doute ce que la critique bourgeoise appelle le « lyrisme révolutionnaire » de l'auteur...

me révolutionnaire » de l'auteur...

Ce peuple est profondément divisé ; à la Libération les paysans de la montagne viennent se joindre à ceux de la plaine, sur le mot d'ordre : « La terre à ceux qui la travaillent ». Mais les conflits ne tardent pas à surgir et ceux de la plaine déclarent aux montagnards « qu'ils leur feront rentrer le socialisme dans la tête, à coups de poing... »

L'idéologie révisionniste de l'auteur triomphe au cours de deux scènes particulièrement frappantes. La première est celle du « procès populaire » du patron où, après avoir été condamné à mort par les paysans, celui-ci est sauvé par son ami Olmo, sous prétexte que « le patron est mort dans nos têtes ». La deuxième est celle où le Comité National de Libération vient demander aux paysans de rendre les armes : c'est encore Olmo qui montre l'exemple en déclarant : « La victoire (contre la bourgeoisie, bien sûr), c'est comme une cuite, il faut bien que quelqu'un te mette la tête sous l'eau pour te dessouler... »

La scène où les paysans sortent un immense drapeau rouge confectionné pendant les années noires du fascisme est un résumé symbolique de tout le film : se cacher dans les plis du drapeau rouge pour mieux attaquer la Révolution, parler le langage du marxisme afin de le dénaturer, poignarder dans le dos ceux qui luttent pour le socialisme et la dictature du prolétariat, cela porte un nom : le révisionnisme.

J.P. Bouloane

## Programme télé

### LUNDI 13 DÉCEMBRE

#### TF 1

18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes  
19 h 20 - Actualités régionales de FR 3  
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *Ce soir avec Nicole Pasquier*  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - L'avenir du futur. *Le mystère Andromède. Film américain de Robert Wise.*  
22 h 35 - Débat  
23 h 35 - TF 1 actualités

#### A 2

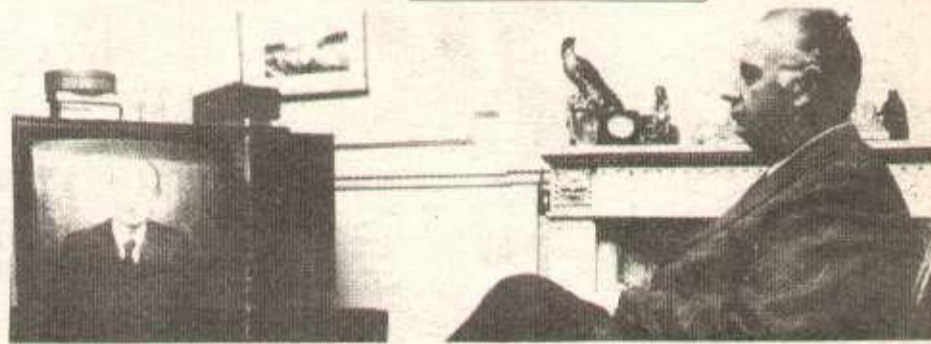
18 h 35 - Le palmarès des enfants  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 29 - Actualités régionales  
19 h 45 - Il était une fois : La caméra invisible  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - Les années bonheur  
22 h 50 - L'huile sur le feu. *Emission de P. Bouvard*  
23 h 30 - Journal de l'A 2

#### FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma public : Texas nous voilà. *Film américain (1967) de Michel Gordon.*  
22 h 05 - FR 3 actualités

# la télévision à l'heure de giscard



Par Jean Pierre BOULOGNE

## "en raison de l'arrêt de travail de certaines catégories de personnel..."

C'est bien souvent de cette manière que les téléspectateurs apprennent les luttes des ouvriers techniciens, journalistes de la télévision. Bénéficiant, dans sa majorité, d'un statut proche de celui des fonctionnaires, le personnel de la radio-télévision est très hétérogène, et l'on ne peut guère comparer l'ouvrier de plateau ou la femme de service, et le réalisateur ou présentateur-vedette, au cachet souvent astronomique.

La réforme de 74, en faisant éclater l'Office en sept sociétés différentes, cherchait à briser la combativité des syndicats, et à mettre fin aux grèves qui, selon les dirigeants de l'Office «paralisaient son activité». La loi prévoyait la

renégociation de conventions collectives entre les nouvelles sociétés et leur personnel.

Ces négociations n'ont pas encore abouti. La réforme s'est traduite par la mise en pré-retraite de 943 agents, le licenciement de 299 autres, notamment des journalistes, juqués trop indociles au goût du pouvoir, et la mise au chômage d'un certain nombre de travailleurs ne bénéficiant pas du statut (piqistes, artistes payés au cachet...)

Nous présentons aujourd'hui l'interview d'un assistant-réalisateur de FR 3. Son point de vue apporte des aperçus intéressants sur les questions concernant le personnel de la télévision, et sur le rôle de certains réalisateurs proches du P«C»F.

### Interview d'un assistant-réalisateur d'une station régionale de FR 3

— *Quotidien du Peuple* :  
Peut-on parler, depuis la  
réforme de 74, d'une  
évolution vers la privati-  
sation à la télévision ?

— Un des aspects de la privatisation réside dans l'appel à des directions issues du privé et notamment du cinéma. Par exemple, la nomination de Jean-Charles Edeline, qui était un des grands pontes du cinéma, à la tête de la S.F.P. Actuellement, il y a une grosse propagande, à l'extérieur et à l'intérieur même de la télé pour donner un rôle mythique à cette société, le rôle de la société qui réalise des produits de «qualité internationale», qui regroupe le meilleur des anciens travailleurs de l'ORTF. Ce paternalisme a une double fonction : créer des rivalités parmi les travailleurs même dans les nouvelles sociétés ; donner l'impression, auprès du public, que quelque chose de nouveau se dégage de l'ancienne situation.

Un deuxième aspect de la télévision aujourd'hui, c'est le rôle «démocratique» donné à la deuxième chaîne où apparaissent des débats dont certains éléments peuvent être intéressants, y compris pour les travailleurs, mais qui jouent un rôle de caution, principalement au niveau du contenu.

Ces débats, en un sens, reflètent l'aggravation de la crise, avec l'obligation pour le pouvoir de prendre en compte les aspirations populaires qui s'expriment avec de plus en plus de force. Mais ils sont utilisés pour essayer de faire passer l'idéologie de la classe dominante.

#### LA CAUTION «DE GAUCHE»

Il y a un autre style d'émissions qui jouent un rôle de caution, ce sont celles

qui sont réalisées par des gens comme Bluwal ou Lorenzi (par exemple : «Les Rosenberg»), qui appartiennent au P«C»F. Cela permet à la direction de la télé de dire, s'il y a des critiques des spectateurs ou des travailleurs de la télé : «Nous avons des gens de qualité, nous avons Jean-Claude Averty, nous avons des émissions de gauche, regard

certaines réalisateurs du P«C»F. Par exemple, je connais un type qui a travaillé avec Seban et qui en est revenu en disant : «Eh bien, si c'est ça un communiste...»

#### L'OPPRESSION DES TRAVAILLEURS À LA TÉLÉ

— QdP : Quelles sont les

une émission «de gauche». Mais je choisis les meilleurs dans chaque secteur à condition que chacun reste à sa place». Ce qui montre bien que ces réalisateurs ne comptent pas changer la caractéristique principale de cette oppression à la télé, ils ne comptent pas, au contraire, supprimer la coupure entre ceux qui conçoivent et ceux qui sont astreints aux

### Le personnel de la télévision en chiffres

Certains membres du personnel bénéficient d'un statut qui est issu de l'ex-ORTF. D'autres sont embauchés pour une émission (au cachet) ou pour une durée soi-disant limitée (piqistes) : ils sont «non statutaires».

La ventilation était la suivante début 75.

	TF 1	A 2	FR 3	SFP	TDF	INAV
Statut général	761	647	2 378	2 668	2 932	573
Journalistes statutaires	123	95	421	-	10	-
Journalistes non statutaires	21	37	64	-	-	-
Autres non statutaires et divers	46	59	290	175	120	98
Total	954	838	3 153	2 843	3 062	671

dez Bluwal, Lorenzi, etc». En fait ce sont les arbres qui cachent la forêt.

Des gens comme Bluwal n'hésitent pas d'ailleurs à travailler sur des émissions comme Vidocq, par exemple, qui redonne un blason romantique à la police. Ce qui est encore plus clair, c'est la manière dont ils le font. Ils se conduisent avec les travailleurs de la télévision exactement comme d'autres réalisateurs. Ils sont presque encore plus dangereux que d'autres dans la mesure où ils se donnent comme caution le contenu particulièrement exceptionnel des émissions à faire. Ce qui permet à certains d'entre eux de dire : «Je ne veux pas faire cette grève, parce que l'émission que je fais est intéressante...» Il y a même parfois un réel dégoût des travailleurs par rapport à

principales caractéristiques de l'oppression des travailleurs à la télé ?

— La caractéristique principale de l'oppression des travailleurs à la télé, c'est la conception qui règne de la division du travail. La direction a très bien organisé ça. L'un a «des idées» : il fait le scénario ; l'autre a le génie la «patte» : il est réalisateur ; le troisième sait organiser : il est assistant. Au machiniste, on dit seulement : «Tu tires le câble du côté gauche, toi c'est le câble du côté droit, etc».

Demander plus de sacrifices aux travailleurs, comme le font les réalisateurs du PCF, cela veut dire accélérer et accentuer cette division du travail, et dire : «Toi, je te choisis car tu es le meilleur cadreur, toi parce que tu es le meilleur assistant cadreur... et tous ensemble, nous allons faire

travaux manuels, techniques.

«LA TÉLÉ  
AUX TRAVAILLEURS !»  
OU «LA TÉLÉ  
AUX TRAVAILLEURS  
DE LA TÉLÉ !»...

— QdP : Comment se pose le problème des luttes à l'intérieur de la télévision ?

— Il y a deux points sur lesquels il faut s'appuyer. D'abord, il faut prendre en compte le privilège relatif des travailleurs de la télé. La bourgeoisie les utilise pour diffuser son idéologie : en récompense de leurs bons services, elle leur redistribue des miettes. Ces travailleurs ne font pas partie des couches les plus exploitées. Le deuxième point concerne le rôle des syndicats à l'intérieur de la télé. En plus des revendications tradition-



nelles des syndicats dans la société actuelle, s'ajoute un aspect particulièrement corporatiste et «techniciste» dans les revendications à la télé et au cinéma.

La lutte principale à mener à la télévision, que les syndicats ne prennent pas en compte, c'est la lutte sur le contenu. Les travailleurs de la télé ont des revendications communes avec les autres travailleurs, sur les conditions de travail, sur les

travailleurs», ça ne doit pas vouloir dire «la télé aux travailleurs de la télé», parce qu'en aucun cas ces travailleurs n'ont une conscience de l'ensemble de la lutte des classes suffisante pour pouvoir imposer un point de vue sur cette question ; ils peuvent amener leur point de vue spécifique, mais ils doivent aussi se mettre à l'écoute de l'ensemble des luttes qui les mettent en question eux-mêmes en tant que travailleurs privilégiés.

### Un exemple : Antenne 2 (Fin 75)

Ouvriers	128
Techniciens	144
Admir'st'rat'is	291
Production	175
Cadres de direction	24
Journalistes	132
Total	894

salaires, mais ils ont également un rôle spécifique. La télévision est un appareil idéologique et, pour être justes, les luttes à la télé doivent toujours dans leurs revendications, traverser la question des autres travailleurs, de leurs luttes. Cette lutte sur le contenu est aujourd'hui absente. Les revendications du P«C»F du style : «Plus de qualité, un peu plus de contenu «de gauche», etc», camouflent le fait que la télévision est un appareil entièrement au service de la bourgeoisie.

Le slogan «la télé aux

Demain  
la  
suite  
de  
notre  
enquête